

COLLECTION : L'ENTRAIDE EN TEMPS DE CRISE

Entr'Aide  Crises

ÉTUDE DE CAS : FRANCE

*Émergence et devenir
des dynamiques solidaires
(aide et entraide) dans la vallée
de la Roya, post-tempête Alex*

Mars 2025

Auteurs :

Pablo Servigne et Alienor Desclais

Sous la direction de Pablo Servigne et Véronique de Geoffroy

ROYA

BREHL

Countea de Nissa

Fondé en 1993, le Groupe URD est un think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble.

Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide vers des solidarités renouvelées – qui soutiennent les acteurs locaux et renforcent la résilience des populations et des territoires – face aux crises actuelles et aux bouleversements à venir.

Cette publication fait partie d'une série de 6 études de cas produite avec le soutien de l'Agence Française de Développement, la Fondation de France, la Principauté de Monaco et la région Auvergne Rhône Alpes. Le contenu de l'étude relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de ces institutions.



Avec le soutien de :



LE PROJET « ENTR'AIDE & CRISES »

Les populations exposées, non préparées ni formées à vivre les catastrophes s'entraident et s'organisent spontanément de manière informelle ; pourtant, les acteurs de l'aide et les secours ne s'appuient que rarement sur ce potentiel... c'est cette contradiction qui sous-tend l'ensemble du projet « Entr'aide & Crises ».

Afin de mieux comprendre les processus d'entraide qui se mettent en place de façon spontanée en situation de crise ainsi que leur articulation avec l'aide institutionnelle, ce projet de recherche opérationnelle repose sur une série d'études de cas.

Ces études couvrent des contextes diversifiés qui ont été touchés par différentes formes de crise (catastrophe naturelle, conflit, crise de l'accueil des personnes exilées) afin d'analyser les stratégies d'entraide en fonction du type de crise et des contextes socio-politiques dans lesquelles elles s'insèrent.

Ainsi en France trois terrains sont étudiés ; dans la vallée de la Roya frappée en 2020 par la tempête Alex, dans le Briançonnais traversé par la crise de l'accueil des personnes exilées depuis plusieurs années et sur l'île de la Réunion frappée régulièrement par des cyclones. Les trois autres études de cas se situent à N'Djaména (Tchad) impacté par d'importantes inondations en 2022, dans la région du Grand Uki (Australie) durement touchée par les méga feux de 2019 et les inondations de 2020 et enfin à Kharkiv (Ukraine) où les populations survivent et s'organisent dans la guerre depuis 2022.

Ces études de cas contribuent à la construction d'un **socle de connaissances et de recommandations opérationnelles** pour les citoyens et individus solidaires ainsi que les organisations qui interviennent dans le secteur de la gestion de crise et des secours. Les résultats sont diffusés sur des supports et via des media diversifiés (rapports, webinaires, exercices, documentaire, etc.) pour atteindre les différents publics et participer ainsi à la **transformation du regard sur la place des populations dans les situations de crise**.

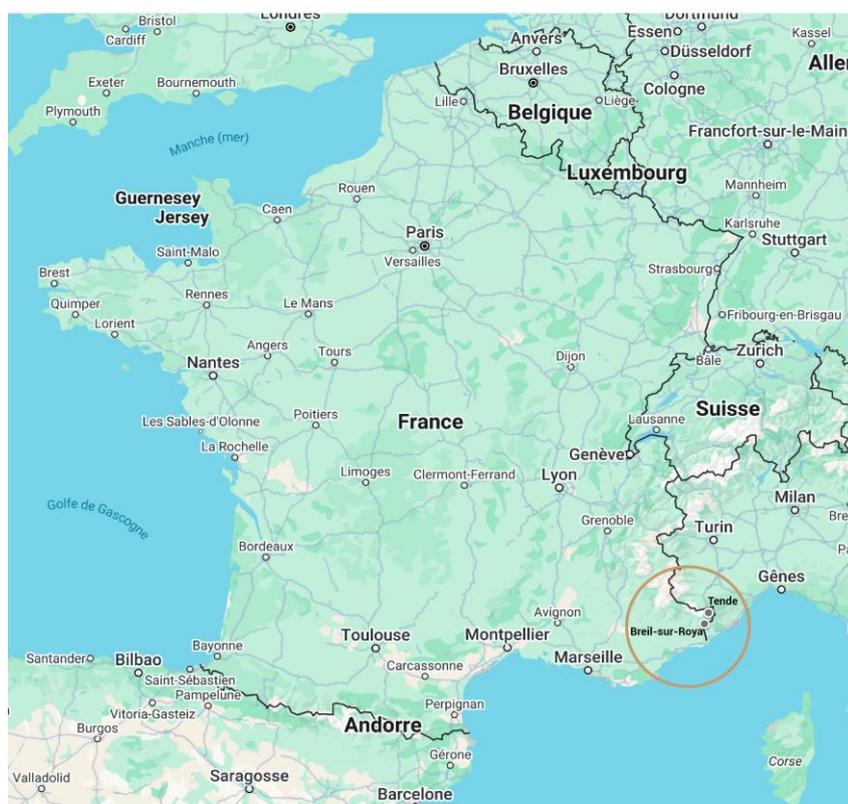
Un comité de pilotage accompagne l'équipe depuis l'élaboration de la méthodologie jusqu'à la diffusion des résultats, mêlant praticiens et chercheurs. Ce comité est constitué de Emilie Aberlen, Clémence Alliot, Antoine Back, Pierre Bastid, Guillaume Bouveyron, Norbert Cariou, Sandrine Caroly, Alice Corbet, Cécile Cornou, Christian Després, Simone Giovetti, Pierre Leroy, Karine Meaux, Yoann Moreau, Roland Nussbaum, Elodie Paillé, Guillaume Pégon, Virginie Troit, Ghislaine Verrhiest-Leblanc.

L'équipe-projet a rassemblé de nombreux membres de l'équipe du Groupe URD (Florence Chatot, François Grunewald, Aline Hubert, Valérie Léon), soutenu par des stagiaires (Thomas Albertini, Aliénor Desclais, Pablo Metrot) ainsi que de nombreux collaborateurs externes (Nadine Bagué, Aline Guerton, ainsi que tous les chercheurs pays, à savoir Dr Claire McLisky, Emma Pittaway, Dr Jean Renouf, Dr Jo Longman, Dr Richard Hil, Cécile Petitdemange, Iryna Pidkurkova, Daniil Bilous, Ilona Hetman, Valeriia Nahorna et Illia Storozh) sous la codirection de Véronique de Geoffroy et Pablo Servigne.

Table des matières

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	8
1 INTRODUCTION	10
1.1. INTRODUCTION GÉNÉRALE	11
1.2. LA VALLÉE DE LA ROYA	12
1.3. MÉTHODOLOGIE	15
1.3.1. Méthodologie globale mise en œuvre	15
1.3.2. Une approche qualitative commune	16
1.3.3. Méthodologie spécifique à la Roya	16
1.3.4. Bibliographie sur la tempête Alex et ses conséquences	18
2 CARACTÉRISATION DE LA CRISE	20
2.1. AVANT LA TEMPÊTE	21
2.1.1. La construction en zones dangereuses	21
2.1.2. Indifférents aux alertes	21
2.2. LE MOMENT « ALEX » : UN ÉVÉNEMENT EXCEPTIONNEL ET DÉVASTATEUR	22
2.2.1. La journée du vendredi : alerte météo avant une nuit de tempête	22
2.2.2. La nuit de vendredi à samedi : une bombe climatique exceptionnelle	23
2.2.3. Les dégâts : vulnérabilités spécifiques du territoire	24
2.3. L'APRÈS TEMPÊTE : QUELQUES JOURS D'ISOLEMENT & D'IMPROVISATION	25
2.3.1. La sidération	25
2.3.2. Coupés du monde	26
2.3.3. Paradoxalement un retournement et un agrandissement des rapports sociaux	27
2.3.4. Des services pas prêts pour cette situation exceptionnelle	27
2.4. RETOUR À LA NORMALE : DE LONGS MOIS COMPLIQUÉS	28
2.4.1. L'arrivée massive de l'aide, puis son retrait	28
2.4.2. La reconstruction	28
2.5. UNE CRISE MULTIPLE	30
2.5.1. Une crise écologique	30
2.5.2. Une crise économique	30
2.5.3. Une crise sociale	30
2.5.4. Une crise politique	31
2.5.5. Une crise psychologique	31
3 L'ENTRAIDE	32
3.1. LES DIFFÉRENTES FORMES D'ENTRAIDE	33
3.1.1. L'entraide immédiate et spontanée	33
3.1.2. L'entraide organisée : spécialisation des tâches et afflux massif d'aide	36
3.1.3. Facteurs empêchant l'émergence de l'entraide	39
3.1.4. Facteurs favorisant l'émergence de l'entraide	40
3.1.5. Le sentiment de joie et les effets positifs	42
3.1.6. La place des femmes dans l'entraide	43

3.2. LES DYNAMIQUES DE L'ENTRAIDE	44
3.2.1. La séquence de l'entraide	44
3.2.2. Le rôle de la communication et des médias	45
3.2.3. Disparités dans l'aide et l'entraide selon la localisation géographique	47
3.2.4. Facteurs de disparition de l'entraide	48
3.2.5. Facteurs de pérennisation de l'entraide	49
3.3. LES ARTICULATIONS ENTRE ACTEURS DE L'AIDE ET DE L'ENTRAIDE	50
3.3.1. Une aide populaire extérieure massive	50
3.3.2. L'aide institutionnelle locale au secours de la population	51
3.3.3. L'aide institutionnelle extérieure au secours de la population	52
3.3.4. Les différents types d'aide	52
3.3.5. Les problèmes, défaillances et limites de l'aide	54
3.3.6. Un sentiment d'improvisation	57
3.3.7. Des institutions qui favorisent les dynamiques d'entraide	58
3.3.8. Des institutions qui freinent les dynamiques d'entraide	59
3.3.9. Des rescapés qui aident les institutions	61
3.3.10. La question primordiale de la reconnaissance	61
3.3.11. La phase de reconstruction : tensions entre citoyens et institutions	63
CONCLUSION	64
RECOMMANDATIONS	68
ANNEXES	74



Carte réalisée avec google maps.

Remerciements

Nous remercions tous les habitants de la vallée de la Roya qui ont accepté de répondre à nos questions en donnant de leur temps et en ravivant leurs souvenirs de la tempête Alex. Merci en particulier à François Grünewald, Veronique de Geoffroy et David Ortiz Haro pour la relecture.

Aliénor Desclais et Pablo Servigne

Note sur les auteurs

Aliénor Desclais a réalisé son mémoire de Master en anthropologie (EHESS) au Cambodge, puis s'est formée en coordination de programme humanitaire à Bioforce. C'est dans ce cadre qu'elle a effectué un stage au sein du Groupe URD en tant que chargée de projets et de recherche.

Pablo Servigne est auteur indépendant et co-dirige le projet de recherche du Groupe URD Entr'Aide & Crises. Il a co-écrit en 2017 une livre grand public sur l'entraide avec Gauthier Chapelle (*L'entraide, l'autre loi de la jungle*, LLL).

Cadre sémantique

L'**entraide** désigne l'acte de s'aider, entre deux ou plusieurs personnes, de se soutenir mutuellement, d'agir en commun. Elle intègre une composante de réciprocité réelle ou potentielle, directe ou indirecte, qui nécessite que les personnes impliquées soient empathiques, volontaires et proactives. Dans ce projet, nous définissons donc l'entraide comme une **force horizontale convergente** qui unit par des actes des personnes, et qui leur permet de se soutenir, de s'opposer à une adversité et/ou de construire ensemble du commun. À cette définition vient s'ajouter l'aide, qui désigne aussi l'acte d'aider, mais sans réciprocité attendue ni potentielle. À ne pas confondre avec la solidarité, qui est un sentiment qui unit des personnes et qui pousse à aider ou à s'entraider.

Le terme de **crise** recouvre une phase difficile et décisive dans l'évolution d'une maladie, d'un groupe ou d'un système. Le terme est assez général pour englober les changements lents et brutaux : des catastrophes brutales aux situations de dégradations très progressives. Elles peuvent être d'origine naturelle (sécheresse, ouragan, feux de forêts, inondation, tremblement de terre, etc.) ou humaine (explosion, pollution, black-out, krach économique, conflit armé, déplacement de population, etc.), sachant que toute crise possède inévitablement une composante humaine (exposition au risque, vulnérabilité, anticipation, etc.).

Les **acteurs de la réponse** sont des professionnels issus de la société civile et des acteurs institutionnels, la différence étant parfois moins simple qu'il n'y paraît de prime abord.

La **société civile** recouvre la sphère privée, volontaire, autonome (non inféodée à l'État, des partis politiques, des religions ou des confessions), citoyenne, à but non lucratif, servant des objectifs précis et une communauté donnée, et dont la légitimité est liée à l'action altruiste. Ces **individus** et **groupes de citoyens** peuvent être proto-organisés ou auto-institués, mais restent dans un mode d'organisation horizontale, par opposition aux acteurs institutionnels qui sont organisés de manière plus ou moins verticale (avec un système hiérarchique).

Les **acteurs institutionnels** représentent des personnes morales qui agissent au sein d'« institutions », c'est-à-dire des structures établies par des lois, des coutumes ou des conventions, qui répondent à une mission et objectifs et qui fonctionnent selon des règles ou normes. En ce sens, les associations peuvent être considérées comme des acteurs institutionnels.

Le terme « **institution** » est cependant souvent utilisé par opposition à la « société civile » voire au « secteur associatif ». Pour rendre compte des nuances existantes dans les dynamiques associatives et militantes, on parle parfois « **d'associations instituées** » qui « entretiennent des relations régulières et continues avec les pouvoirs publics », par contraste avec les « **collectifs ou mouvements citoyens** » dont elles se distinguent par leur reconnaissance, en tant qu'interlocuteur légitime, par les pouvoirs publics ainsi que par leur côté professionnel. Dans la présente étude, le terme sera utilisé pour caractériser l'opposition avec les acteurs de l'entraide.



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La tempête Alex, survenue les 2 et 3 octobre 2020 dans la vallée de la Roya, a été un révélateur brutal des vulnérabilités d'un territoire enclavé et déjà fragilisé socialement. Face à l'isolement total, à l'effondrement des infrastructures et à l'absence temporaire de secours, la population a spontanément réagi avec un puissant élan d'entraide. Ce phénomène, bien connu mais rarement documenté en profondeur, est au cœur de cette étude.

Dans les premières heures, l'entraide a surgi sous sa forme la plus élémentaire : gestes de survie, repas collectifs, chaînes humaines, nettoyage, partage d'eau et de ressources. Sans coordination officielle, les « entraidants » ont improvisé des réponses, démontrant une créativité remarquable. Cette « entraide primaire », spontanée, a constitué la première réponse. Elle a permis de stabiliser la situation avant l'arrivée de la première ligne de secours venant de l'extérieur.

L'entraide s'est souvent déclenchée simplement parce qu'il n'y avait pas d'autre choix. Mais elle a aussi été portée par des ressorts plus profonds : l'attachement au territoire, la solidarité de voisinage, le besoin d'agir malgré tout, et la joie de partager une expérience collective unique et essentielle.

Très vite, cette dynamique s'est structurée. Des collectifs se sont formés, des lieux de coordination ont émergé, et des rôles ont été assumés spontanément. C'est le passage à une « entraide secondaire », plus organisée, avec une spécialisation des tâches et une montée en compétence collective. Ces formes d'entraide ont cohabité avec l'aide extérieure.

L'afflux massif d'aide extérieure – dons, bénévoles, associations – a été déterminant mais aussi source de tensions. L'arrivée désorganisée de volontaires et la surabondance de ressources ont mis à l'épreuve la logistique locale. Si la solidarité extérieure a été saluée, elle a aussi provoqué des sentiments d'ingérence ou d'injustice, en

particulier lorsque les dynamiques locales ont été ignorées ou supplantées.

Au fil des semaines, l'épuisement, la reprise des logiques administratives, les frustrations liées à la reconnaissance et les clivages préexistants ont érodé cet élan. Pourtant, certaines initiatives se sont pérennisées. Des collectifs comme les Week-ends Solidaires ou Mission Trekkeurs ont transformé l'expérience en projets durables. Ces « entraides tertiaires », devenues associations, ont permis à la solidarité de dépasser la seule phase d'urgence.

L'un des enseignements majeurs de cette étude est que l'entraide ne doit plus être vue comme un supplément d'âme spontané, mais comme un levier stratégique à intégrer dans la préparation et la gestion des crises. Elle n'est ni marginale ni passagère : elle constitue une réponse collective robuste, à condition d'être reconnue, soutenue, et articulée avec les dispositifs institutionnels.

Les institutions, bien que rapidement mobilisées, ont parfois peiné à intégrer ces dynamiques citoyennes. Manque de coordination, cloisonnement entre niveaux de décision, lourdeur administrative : autant d'obstacles qui ont freiné la fluidité des actions. Le manque de reconnaissance des acteurs engagés a aussi contribué à leur démobilisation progressive.

En somme, la vallée de la Roya offre une leçon précieuse : dans une crise exceptionnelle, la capacité d'une société à faire face repose autant sur ses infrastructures que sur ses liens sociaux. Valoriser l'entraide, c'est renforcer cette capacité collective. Ce rapport plaide pour une meilleure synergie entre citoyens et institutions, afin d'améliorer non seulement notre culture du risque mais aussi nos vies au quotidien.

1

INTRODUCTION

1.1. INTRODUCTION GÉNÉRALE

La fréquence, l'intensité et la nature des crises changent. Les ruptures en cours – climatiques, politiques et géopolitiques, sanitaires, etc. – sont souvent interconnectées et questionnent les capacités des acteurs classiques de la réponse à intervenir. Les pays qui se croyaient protégés ou préparés à ces crises prennent conscience que les secours et les institutions ne sont pas prêts face aux nouveaux risques majeurs et systémiques. Les secours se rendent compte qu'ils ne pourront pas gérer seuls la réponse aux crises, et qu'il faut dès à présent impliquer les populations.

Par ailleurs, il a été amplement démontré que les populations exposées, non préparées ni formées à vivre ces ruptures, s'entraident et s'organisent spontanément de manière informelle. La panique et les comportements déviants sont rares et les citoyens se mobilisent de façon spontanée pour répondre aux besoins immédiats des habitants affectés.

Pourtant, les acteurs de l'aide et les secours ne s'appuient que rarement sur ce potentiel. Dans différents rapports d'évaluation des interventions humanitaires, le Groupe URD a montré¹ que les acteurs de l'aide (secours, etc.) ne prennent pas toujours en compte ce potentiel de réponse et d'organisation venant des populations sinistrées, et de fait, peuvent par méconnaissance fragiliser ces dynamiques endogènes.

Ce projet de recherche comporte six études de cas qui couvrent un large spectre de crises et de contextes afin d'analyser les stratégies d'entraide en fonction du type de crise et des contextes socio-politiques dans lesquelles elles s'insèrent.

Chaque étude de cas, dont celle-ci vise à (1) identifier les perceptions des populations vis-à-vis de la crise et interroger « la mémoire collective », (2) analyser les dynamiques d'entraide et leurs évolutions selon la temporalité de la crise ou de la catastrophe (avant, après, pendant) et (3) comprendre comment les acteurs institutionnels s'adaptent aux logiques informelles d'entraide.

¹ Voir notamment l'évaluation en temps réel de la réponse post-explosion à Beyrouth (2020), https://www.urd.org/wp-content/uploads/2021/02/ETR_Beyrouth_GroupeURD_2020_web.pdf et l'évaluation en temps réel en Ukraine (2022), https://www.urd.org/wp-content/uploads/2022/09/Ukraine_RTErapport_GroupeURD_FR.pdf

1.2. LA VALLÉE DE LA ROYA

Une tempête exceptionnelle s'est abattue sur le sud-est de la France et le nord de l'Italie les 2 et 3 octobre 2020. En France, ce sont les vallées frontalières des Alpes-Maritimes de la Roya, de la Vésubie et de la Tinée (France) qui ont subi les dégâts les plus importants. La vallée enclavée de la Roya a été particulièrement touchée, se retrouvant totalement isolée par la catastrophe pendant quelques heures ou jours pour certaines zones. Elle constitue donc un cas particulièrement pertinent pour comprendre la réaction d'une population à une situation exceptionnelle (donc par définition une population non préparée).

1.2.1. UNE VALLÉE ISOLÉE EN TEMPS NORMAL

Située dans le département des Alpes-Maritimes, la vallée de la Roya est une zone montagneuse proche de la frontière franco-italienne (468 km² pour 6000 habitants, soit une densité très faible d'environ 13 hab/km² typique des zones rurales). Le fleuve Roya s'écoule sur 60 km du massif de l'Argentera-Mercantour (culminant à plus de 3000 m) et débouche à Vintimille (Italie) dans la Méditerranée.

La récente histoire de la vallée reflète cette situation géographique particulière, certains territoires étant devenus français seulement depuis peu (Tende et la Brigue depuis 1947). En effet, la vallée de la Roya est une voie de passage depuis des siècles entre la Méditerranée et l'arrière-pays du Piémont italien. Les routes y longent le lit de la Roya et la traversent par des ponts détruits et reconstruits au fil des crues et des siècles. Elle reste aujourd'hui encore un axe important de passage pour les italiens (commerce, tourisme et migration).

Ainsi, **la vallée se trouve naturellement enclavée** à l'ouest et à l'est par les montagnes, et au nord et au Sud par la frontière italienne. Elle est donc accessible par la route depuis la France, soit par une petite route côté ouest (col de Sospel), soit en passant par l'Italie au Nord et au Sud. Enfin, elle est aussi accessible depuis la France via la voie de chemin de fer depuis Nice.

1.2.2. UNE VALLÉE MOINS FAVORISÉE QUE SES VOISINES

Avant la tempête de 2020, la vallée abritait une part importante de personnes en situation de précarité, avec un taux de chômage de 15 % (pour 69 % d'actifs)², traduisant une situation économique globale moins favorisée que les vallées voisines de la Tinée et de la Vésubie, et que la moyenne française.

² Charlotte Debackere & Anouk Migeon, « *Le journal du débord n°7*, Manuel pour comprendre la vallée de la Roya post-tempête Alex », Emmaüs Roya et La Fondation pour le Logement des Défavorisés (anciennement Fondation Abbé Pierre), disponible sur www.anoukmigeon.com. Les données statistiques du Journal sont issues des dossiers "communes" de l'INSEE – données 2017 et 2018 et Diagnostic territorial du Schéma de Cohérence Territoriale de la CARF, 2019.

Les jeunes en quête d'opportunités professionnelles ont davantage tendance à se tourner vers l'extérieur et à quitter la région. Les personnes âgées (plus de 60 ans) représentent 40,5 % des habitants³.

Avant la tempête Alex, l'habitat était composé de plus de résidences secondaires (50,1 %) que de résidences principales (41,2 %).

Il existe aussi de fortes disparités entre les communes de la vallée, par exemple avec un taux de chômage de 28,7 % à Saorge, de 14,9 % à Breil-Sur-Roya et de 13,9 % à Fontan, La Brigue et Tende⁴.



La vallée, c'est quand même 60 % de personnes inactives. Les gens, ils n'ont pas le permis et c'est super dur dans la Roya de retrouver du travail. ”

Avant la tempête, la vallée vivait principalement du tourisme, en tant que lieu passage avec l'Italie, de l'agriculture (oléiculture, petit élevage), des services à la personne (EHPAD) et des services publics. Par exemple, l'hôpital de Tende est un important pourvoyeur d'emplois. Toutefois, pour les services publics, la vallée de la Roya est moins bien pourvue que ses voisines de la Tinée et la Vésubie.

1.2.3. UNE VALLÉE SOLIDAIRE

L'entraide décrite dans ce rapport s'inscrit dans un cadre de solidarité préexistant à la tempête Alex. Cet esprit vient d'une part de l'esprit montagnard que la dureté du relief et la faible densité de population permet d'engendrer, et d'autre part grâce à un tissu associatif actif.

Avant la tempête, la vallée de la Roya comptait plusieurs associations actives dans divers domaines, notamment la solidarité, l'aide sociale et l'écologie. Parmi elles, **Roya Citoyenne** œuvrait pour la défense des droits et l'accueil de personnes en situation de migration et la promotion des valeurs humanitaires. De son côté, **Emmaüs Roya** était impliquée dans des actions de solidarité locale, venant en aide aux populations précaires. Ses activités tournaient également autour de l'agriculture grâce à une exploitation maraîchère, devenant maintenant l'un des principaux revendeurs de produits locaux sur les marchés de la vallée. C'est une structure qui attire des jeunes par sa mission, notamment de Nice. Certains habitants ne sont pas à l'aise avec les activités et les positionnement politiques de ces deux associations, et les liens avec la Mairie ne sont pas toujours évidents.

L'Association **Humanitaire Pompiers 06** a été fondée en 1990 par d'anciens pompiers, et distribue de la nourriture aux plus démunis à partir d'un local de stockage. Elle est dédiée à l'assistance des personnes en difficulté, tant en France qu'à l'international. Ils sont présents sur le territoire depuis des années et sont connus des habitants. Ils ont joué un rôle certain dans la réponse à la crise fournissant des denrées alimentaires, des vêtements et du matériel ménager aux habitants touchés, mais se sont senti mis à l'écart par les institutions. L'association continue d'œuvrer activement dans des missions humanitaires, comme le soutien aux populations ukrainiennes.

³ Charlotte Debackere & Anouk Migeon, *op. cit.*

⁴ Charlotte Debackere & Anouk Migeon, *op. cit.*

D'autres associations environnementales et culturelles contribuaient à la préservation du patrimoine naturel et culturel de la vallée.

Suite à la tempête, de nouvelles initiatives ont vu le jour pour soutenir la reconstruction et renforcer le tissu associatif local. Les associations nationales telles que le **Secours populaire**, le **Secours catholique** et l'**Armée du Salut**, ont ouvert des antennes dans les vallées sinistrées pour apporter une aide matérielle et morale aux populations affectées. Le Secours Populaire a ouvert un bureau à Breil suite à la catastrophe et a bénéficié d'une grande collecte de fonds du chanteur Julien Doré. D'autres associations sont nées de la tempêtes, nous y reviendrons.

1.2.4. DES TENSIONS DÉJÀ EXISTANTES

Il est important de souligner que cette tempête est arrivée pendant la pandémie de COVID-19 et quelques mois après les élections municipales.

De plus, depuis plusieurs décennies, des tensions existaient déjà au sein de la vallée entre les habitants de longue date et les « néo-ruraux » (ce terme désigne à la fois les personnes installées dans la vallée depuis les années 1970 et les personnes récemment installées).

La tempête n'a pas touché une communauté unie, mais une vallée déjà marquée par des clivages internes (géographiques, politiques, culturels). Des tensions existaient par exemple à propos de l'attitude à avoir face à l'arrivée de réfugiés africains par les montagnes, certaines personnes étant favorables à l'accueil, voire actives, d'autres y étant opposées. D'une manière générale, il faut souligner que malgré les clivages politiques gauche/droite classiques, les partis extrêmes ne font pas de grands scores. Autrement dit, malgré les tensions, la solidarité liée au fait d'habiter une vallée isolée ainsi que la solidarité montagnarde semblent primer.

On peut aussi signaler une certaine tension entre villages en amont et en aval de la vallée, suivant le gradient d'isolement par rapport à la vallée et le littoral. Les villages les plus en amont (comme Tende) entretiennent donc de forts liens avec l'Italie voisine.

“ Il y a deux vallées. Il y a des histoires politiques, je ne sais pas si vous avez entendu et du coup il y a eu un peu comme ça des jalousies, on va dire, ou du favoritisme. ”

1.2.5. CHOIX DE CE TERRAIN

Nous avons choisi ce cas d'étude à cause du type de crise et du contexte : **une catastrophe ponctuelle exceptionnelle (jamais vue) arrivant dans un pays industrialisé relativement bien préparé aux intempéries « classiques » et doté d'institutions de secours équipées et fonctionnelles, et causant un isolement total de la population.**

De plus, ce cas a bénéficié de deux études préalables réalisées par le Groupe URD *immédiatement après la tempête* (octobre 2020) et deux mois après (décembre 2020)⁵. Dans ces deux rapports, les points principaux de la crise sont déjà évoqués : des dommages graves aux infrastructures routières, aux réseaux d'eau et d'électricité, un isolement total des habitants, une réponse immédiate qui a reposé sur une solidarité locale exceptionnelle (avant que les forces de l'État et les secours organisés ne prennent le relais pour rétablir les accès et porter assistance aux habitants), et une mobilisation citoyenne et associative massive, avec un afflux de dons et de volontaires. L'un des points-clés soulignés a été une gestion de crise difficile qui a souffert d'un manque de coordination entre les autorités et les acteurs locaux, générant des frustrations, notamment face aux lenteurs administratives et aux incertitudes sur la reconstruction. Nous allons donc détailler tous ces points, en y ajoutant de nouveaux éléments autour des dynamiques d'entraide.

1.3. MÉTHODOLOGIE

1.3.1. MÉTHODOLOGIE GLOBALE MISE EN ŒUVRE

L'étude s'inscrit dans le champ d'une recherche opérationnelle et favorise la production d'un savoir pratique destiné aux citoyens/individus et organisations/acteurs de la réponse, dans une perspective de préparation aux risques et d'amélioration des interventions, en particulier dans les interactions entre acteurs extérieurs et les communautés touchées par les crises. Des recommandations et des pistes de réflexions seront formulées à l'issue de l'étude.

Le projet (2023-2026) vise à mieux comprendre les processus d'émergence et de structuration de l'entraide. La présente étude fait partie de ce projet global comprenant l'analyse croisée des six études de terrain.

Quatre objectifs spécifiques ont été définis :

OS1 : Identifier les perceptions des populations vis-à-vis de la crise et interroger « la mémoire collective » ;

OS2 : Analyser les stratégies d'entraide en fonction du type de crise et des contextes socio-politiques dans lesquelles elles s'insèrent ;

OS3 : Analyser les dynamiques d'entraide et leurs évolutions selon la temporalité de la crise ou de la catastrophe (avant, après, pendant) ;

OS4 : Comprendre comment les acteurs institutionnels s'adaptent aux logiques informelles d'entraide.

⁵ François Grünewald, *Évaluation en temps réel de la réponse à la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes. Mission n°1 du 15 et 16 octobre 2020*, Groupe URD, 2020, disponible sur www.urd.org

François Grünewald, *Évaluation en temps réel de la réponse aux inondations du 4 octobre 2020 dans les Alpes-Maritimes. Mission n°2 du 2 au 6 décembre 2020*, Groupe URD, 2021, disponible sur www.urd.org

1.3.2. UNE APPROCHE QUALITATIVE COMMUNE

Ce projet de recherche est basé sur **méthodologie commune à la série d'études de cas**. Cette méthodologie est propre aux sciences sociales, pour permettre une triangulation des données de terrain, qui sert de base à l'élaboration de plusieurs productions, dont une étude globale.

Chaque étude de cas s'est basée pour commencer sur une analyse bibliographique afin de s'appuyer sur les connaissances déjà existantes liées à la catastrophe ainsi qu'à l'analyse des caractéristiques socio-culturelles et historiques du contexte.

Chaque équipe s'est ensuite rendue sur la zone étudiée pour conduire une série d'entretiens avec différents interlocuteurs ayant vécu la crise et ayant participé à la réponse. Les participants à la recherche ont été choisis pour représenter la diversité des acteurs impliqués selon une typologie générale (citoyens victimes, témoins et aidants, membres de collectifs et associations, représentants d'institutions et des secours, etc.) adaptée à chaque contexte.

Notre analyse s'inscrit dans une démarche qualitative en privilégiant les entretiens semi-directifs, la production de témoignages ainsi que l'observation comme outils d'investigation. Des guides d'entretien ont été préparés et adaptés selon les contextes et les profils des différents informateurs clés. L'avantage méthodologique de l'approche qualitative de type socio-anthropologique est qu'elle s'appuie sur les témoignages des interlocuteurs et les laisse procéder par associations libres afin de faire émerger les aspects non attendus des discours. L'accent a été mis sur l'analyse des discours « privés », qui renvoient aux pratiques réelles et au sens que les personnes donnent à leurs pratiques, en opposition aux discours « publics », qui renvoient aux pratiques « officielles ».

Les interviews ont toutes été enregistrées après accord des personnes concernées puis retranscrites en garantissant l'anonymat des répondants. Ces retranscriptions ont ensuite été codées à l'aide du logiciel MAXQDA selon une matrice de codage commune, liée aux questions de recherche.

Les équipes en charge de chaque étude de cas ont ensuite analysé les informations recueillies de façon à répondre aux questions de recherche. Ces analyses ont été présentées au COPIL et diverses versions du rapport ont été discutées en équipe afin d'aboutir au présent rapport.

Les six études de cas, ainsi que les éléments codés issus de ces enquêtes forment la matière première pour l'analyse globale qui sera présentée et diffusée dans un rapport global.

1.3.3. MÉTHODOLOGIE SPÉCIFIQUE À LA ROYA

Nos données ont été principalement collectées au cours d'une enquête de terrain qui s'est déroulée du 20 au 29 mai 2024, soit trois ans et demi après la tempête Alex. Nos entretiens convoquent donc la mémoire des sinistrés et des acteurs de la crise (avant, pendant et après la crise).

Le Groupe URD ayant déjà réalisé deux enquêtes évaluatives de la situation post-tempête en 2020 et en 2021, des contacts clés permettant des points d'entrée à Breil-Sur-Roya étaient déjà identifiés. Nous avons par la suite rencontré directement nos interlocuteur-rices sur le terrain et procédé par « effet boule de neige », en les sollicitant directement pour obtenir d'autres contacts qu'ils jugeaient pertinents. Au début, cette méthode récursive n'a sélectionné que des hommes,

alors que certains postes clés avaient été portés par des femmes, si bien que nous avons aussi cherché à interroger des femmes pour rééquilibrer le ratio.

Des pré-entretiens ont été réalisés en amont, et d'autres sont venus en complément à l'issue du terrain.

Nous avons conduit 29 échanges prenant la forme d'entretiens semi-directifs ou de collecte de récits de vie. Pour les entretiens semi-directifs, des grilles d'entretiens ont été pensées en amont, en fonction d'une typologie d'acteur préétablie. Les récits de vie constituent également un matériel intéressant à analyser pour mieux appréhender les dynamiques d'entraide. Ils se distinguent de l'entretien semi-directif en ce sens où la personne est davantage libre de se raconter comme elle le souhaite.

Les 29 échanges ont majoritairement mobilisé des individus seuls, et ont parfois impliqué des groupes de plusieurs personnes.

Tout en nous laissant porter par le terrain, en tirant au fur et à mesure sur les fils relationnels s'en dégageant, une attention particulière a été accordée aux types d'acteurs interrogés et à leur appartenance territoriale. Bien qu'une grande partie de nos interlocuteur·rices de départ ont été des habitants de Breil-Sur-Roya ou des acteurs ayant œuvré spécifiquement sur cette commune lors de la tempête, nous avons élargi nos horizons aux autres localités de la vallée, en particulier vers l'amont du fleuve. En effet, une distinction est souvent faite entre le « bas » et le « haut » de la vallée, celle-ci prenant davantage de sens dans le contexte de la tempête car les localités ont été touchées différemment.

Les localités d'appartenance :

- Habitants de Breil-Sur-Roya
- Habitants de Tende et de Saint-Dalmas de Tende
- Habitants de la Brigue
- Habitants de Saorge
- Acteurs extérieurs/venus d'autres territoires

Nous avons rencontré et échangé avec des personnes aux profils variés :

- Personnes touchées par la crise
- Individus solidaires ou appartenant à des collectifs informels
- Associations locales et nationales
- Acteurs municipaux
- Secours de l'État
- Autres individus

Tous ces échanges ont été enregistrés puis retranscrits au moyen du logiciel Happy Scribe⁶. Après les avoir anonymisés, ils ont été codés à l'aide du logiciel d'analyse de données qualitatives MaxQDA pour en faciliter l'analyse.

L'observation directe à travers la participation à certains temps spécifiques (par exemple réunions de collectifs, visites d'officiels sur site, etc.) ou l'observation indirecte via l'analyse d'images disponibles sur les réseaux sociaux et la presse, constituent des sources d'informations complémentaires.

Durant l'enquête de terrain, et dans le cadre de notre démarche de recherche, nous avons participé à l'évènement public *Printemps du Climat et du Vivant* organisé le 25 mai 2024 à Saint-

⁶ www.happyscribe.com

Dalmas de Tende, où nous avons échangé (de manière individuelle, et à l'occasion d'un événement public en tant qu'orateur·ices) avec les participants sur les enjeux de l'entraide et de la résilience communautaire. Cet événement a été l'occasion de rencontrer de nouveaux interlocuteur·rices, de recueillir des retours et des suggestions qui ont enrichi notre analyse et nos recommandations, et de présenter nos intentions et nos questions de recherche publiquement.

1.3.4. BIBLIOGRAPHIE SUR LA TEMPÊTE ALEX ET SES CONSÉQUENCES

Une bibliographie spécifique a été constituée, comprenant des rapports d'institutions publiques et privées, des publications scientifiques, ainsi que des publications de citoyens ou de collectifs citoyens locaux.

D'autres travaux ont décrit et analysé la tempête et la situation de la vallée post-tempête, par exemple les rapports d'Emmaüs-Roya et de La Fondation pour le Logement des Défavorisés (anciennement Fondation Abbé Pierre), ainsi que les deux Journaux du Débord cités plus haut. Nous nous référons aussi aux autres travaux d'Anouk Migeon, que nous avons rencontrée, et qui a réalisé une grande enquête sur la vallée et la tempête en abordant le thème de l'entraide. Son site personnel est une ressource importante, avec notamment une conférence donnée sur ce sujet. Elle rédige actuellement sa thèse de doctorat en géographie sur l'entraide dans la Roya avec un prisme genre et territoire.

Enfin, nous signalons la thèse de doctorat de David Ortiz Haro qui a enquêté pendant 4 ans sur le même sujet dans les vallées de la Roya et de la Vésubie, et dont la thèse doit être soutenue en mai 2025... malheureusement après la rédaction de ce rapport⁷. Cependant, nous sommes en contact avec lui, et il confirme de nombreuses similitudes entre nos deux études.

⁷ Ortiz Haro, David (2025), Les comportements collectifs adaptatifs prosociaux dans les situations de catastrophe, [Thèse], Université de Technologie de Troyes, Troyes, France, p.743. Nous n'y avons pas eu accès.



Images 1 et 2. © Photo : Groupe URD



2

CARACTÉRISATION DE LA CRISE

La crise a été déclenchée par un évènement météorologique exceptionnel, la tempête Alex. Nous analysons cette crise avec une grille de lecture chronologique : avant la tempête, la nuit de la tempête, les quelques jours d'isolement suite à la tempête, l'arrivée massive d'aide, le départ de l'aide et la reconstruction.

L'analyse des discours révèle différentes dimensions de la catastrophe : son ampleur, son impact psychologique et matériel, la perception de l'aide, et les dynamiques sociales qui en ont émergé.

Considérant que notre enquête prend place trois ans et demi après l'évènement, à la fin de la phase de la reconstruction, l'un des enjeux de l'étude a été de replonger dans le souvenir et la mémoire qu'ont nos interlocuteur-ices de ces différentes périodes de crise et d'interroger les continuités et ruptures des dynamiques d'entraide qui ont émergées à l'époque de la tempête.

2.1. AVANT LA TEMPÊTE

Les récits permettent de saisir la manière dont la population a perçu et réagi aux alertes météorologiques, ainsi que la dynamique sociale et politique qui existait dans la vallée de la Roya avant la catastrophe. Ils confirment un sentiment d'abandon et de repli dû à une désertification progressive et un manque de dynamisme économique, ainsi que des tensions entre anciens et nouveaux habitants.

2.1.1. LA CONSTRUCTION EN ZONES DANGEREUSES

Plusieurs témoignages mettent en évidence l'oubli des risques naturels. En effet, la vallée est marquée par des catastrophes naturelles passées. Les routes et les bâtiments anciens ont été construits par les anciens avec la conscience de ces évènements réguliers. Cependant, depuis une cinquantaine d'années, un oubli de ces principes a permis la construction de bâtiments proche de l'eau, surtout en fond de vallée, sur des terres inondables, dans des zones historiquement inadaptées et potentiellement exposées aux crues. Ainsi, l'aménagement du territoire a contribué à l'aggravation des impacts de la tempête, avec des habitations construites dans ces zones.

2.1.2. INDIFFÉRENTS AUX ALERTES

Il apparaît que les habitants avaient pris l'habitude de recevoir des alertes météo sans qu'il y ait nécessairement d'évènements graves, ce qui a contribué à la banalisation des avertissements et un scepticisme généralisé face aux alertes, voire dans certains cas des plaintes suite aux fermetures préventives d'établissement publics.



Ces vigilances, jusqu'à présent, on n'avait jamais trop prêté attention. On s'était toujours dit : 'ouais bon, c'est rouge...' ”

Ainsi, la prise de conscience du danger de la tempête Alex a été assez tardive, malgré l'annonce officielle de vigilance Rouge dès le vendredi matin. Certains habitants ont pris conscience de la gravité de la situation non pas grâce à l'alerte Rouge (dont ils avaient déjà pris connaissance) mais en voyant directement la puissance de la tempête et la montée des eaux, c'est-à-dire bien trop tard.

Attardons-nous un instant sur une coïncidence remarquable lors de cet évènement : hasard du calendrier, certaines équipes municipales avaient participé quinze jours plus tôt à des exercices « Predict » organisés par météo-France en collaboration avec la préfecture et la CARF. Ces formations s'adressent aux élus municipaux pour les aider à mieux anticiper et gérer les risques météorologiques sur leur territoire. Elle leur permet de se familiariser avec les outils d'alerte et d'adaptation face aux évènements climatiques extrêmes. Dès lors, certains élus arrivaient dans la tempête préparés théoriquement à une inondation majeure. Ainsi, on peut dire que grâce à cette formation, les autorités locales formées ont bien respecté les protocoles, ce qui a amélioré la réponse de crise, mais cela a donc montré aussi (comme nous le verrons) que cette formation n'est pas suffisante pour ce genre d'évènements exceptionnels.

2.2. LE MOMENT « ALEX » : UN ÉVÈNEMENT EXCEPTIONNEL ET DÉVASTATEUR

2.2.1. LA JOURNÉE DU VENDREDI : ALERTE MÉTÉO AVANT UNE NUIT DE TEMPÊTE

Dès le vendredi 2 octobre, le département des Alpes Maritimes (06) a été placée en « vigilance rouge pluie-inondation et crue » par Météo France. Dans la vallée de la Roya, les autorités ont alerté les habitants par téléphone, conseillant de rester chez soi à la nuit tombée. Certains habitants ont considéré qu'il s'agissait d'une forte pluie et comme il faisait nuit, sont simplement restés chez eux en attendant le lendemain.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans l'alerte envoyée aux habitants au début de l'évènement.

Du côté des autorités communales, l'alerte a été reçue et prise au sérieux, mais avec cependant une incertitude quant au degré de préparation à mettre en place. Certaines communes ont pris

des initiatives, d'autres non. Par exemple, le Maire de Breil-sur-Roya, Sébastien Olharan, a réagi en commandant de nombreux lits picots et en procédant dès l'après-midi à des évacuations des zones situées en bord de rivière telles que le camping et le quartier de l'Isola.

2.2.2. LA NUIT DE VENDREDI À SAMEDI : UNE BOMBE CLIMATIQUE EXCEPTIONNELLE

Des précipitations extrêmes se sont abattues le 2 octobre en *journalée* sur les vallées de la Tinée et de la Vésubie, et **dans la nuit du 2 au 3 octobre dans la vallée de la Roya**.

Cette tempête est la conjonction de la remontée d'air chaud par le sud (et du réchauffement de la température de l'eau de la Méditerranée) avec l'arrivée rapide d'une masse d'air froid et humide, amené par l'est par la tempête Alex. Il s'agit d'une conjonction entre deux phénomènes : un épisode méditerranéen classique⁸ renforcé par une tempête atlantique dénommée « Alex ».

Le choc a constitué une « bombe climatique » qui a entraîné des précipitations exceptionnelles, dépassant les 500 mm/m² en quelques heures dans certaines zones (alors que sur la côte niçoise, il ne tombait que 50 mm/m²). Les valeurs enregistrées sur 24 h dans le bassin de la Roya dépassent largement les records enregistrés depuis 1900 : 340 mm à Tende, 578 mm au col de Tende et 663 mm au lac des Mesches, alors que les précipitations maximales centennales et bi-centennales dans la vallée de la Roya oscillaient entre 226 mm et 303 mm en 24 h⁹. Cet évènement d'octobre 2020 ne ressemble à aucune description ancienne des conséquences des crues.

La vallée de la Roya a été la plus touchée. « *Les pluies sont arrivées sur des écosystèmes secs, avec des terres durcies par les mois de sécheresse. L'eau a très vite ruisselé, et avec les profils en travers en V aigus des vallées de la zone, a très vite atteint une grande puissance et une hauteur considérable dans les fonds de vallées.* »¹⁰

« *L'activité torrentielle, inédite dans la période récente, a entraîné un changement complet de la topographie des vallées avec des reculs de berges et de versants et des apports sédimentaires massifs qui ont parfois enterré le lit historique des torrents. Le lit de la rivière Vésubie par exemple est passé d'une dizaine de mètres à cent mètres de large dans le secteur de Saint-Martin-Vésubie.* »¹¹

« *Le drame des 2 et 3 octobre 2020 avait plongé ces territoires de montagne dans un chaos total, une forme de dévastation animale, de ground zero, que les experts qualifiaient l'évènement le plus destructeur en France métropolitaine depuis la Seconde Guerre mondiale.* » Préfet Xavier Pelletier, chargé de la reconstruction.¹²

À Tende, village en amont de la vallée, par exemple, dès la fin du vendredi après-midi, la connexion internet s'est interrompue, suivie par des coupures intermittentes du réseau

⁸ Un épisode méditerranéen est une situation météorologique spécifique dans laquelle des masses d'air chaud et humide venant de la mer Méditerranée rencontrent une masse d'air plus froide venant du nord ou des montagnes (comme les Cévennes, les Alpes ou les Pyrénées). Cette rencontre provoque des pluies diluviennes sur une période courte.

⁹ Météo France, cité par Fouache, E. et al. (2023). Conséquences de la crue extrême du 2 octobre 2020 dans la vallée de la Roya (Alpes Maritimes) sur les réseaux de transport et de communication : leçons pour la reconstruction. *Flux*, 132, 98-114.

¹⁰ François Grünewald, Rapport n°1, *op. cit.*

¹¹ Claire Rais Assa, Anne Faure, & Maxime Gérardin. « Risques climatiques, réseaux et interdépendances : le temps d'agir. » *La note d'analyse de France Stratégie* 108.3 (2022) : 1-12.

¹² Cité dans le rapport « *Catastrophes climatiques et résilience territoriale. Les vallées des Alpes-Maritimes après la tempête Alex* » de la Fondation Jean-Jaurès. Disponible sur www.jean-jaures.org

électrique. Tout le village est ensuite resté sans eau. En début de soirée, la piscine et les cours de tennis sont emportés. À 20 h le village reste définitivement sans électricité.

La tempête a provoqué des pertes humaines et des dommages majeurs aux infrastructures modernes et anciennes et aux bâtiments, et plus largement aux paysages. Les crues soudaines ont emporté avec elles des maisons, des routes, des ponts, des réseaux de télécommunication et des vies. Conséquence immédiate, de nombreuses communes se sont retrouvées sans eau ni électricité, sans liaisons routières ni ferroviaires et sans moyens de communication téléphonique. Lors de la tempête, le contact avec certaines communes a été perdu pendant plus de 24 h.

La voie ferrée a été centrale dans la réponse à la crise. La ligne ferroviaire entre Breil-sur-Roya et Saint-Dalmas-de-Tende avait repris la circulation dès le 19 octobre (soit 16 jours seulement après le passage de la tempête) alors qu'aucune route ne permettait d'accéder au fond de la vallée.

Le Centre opérationnel départemental de la préfecture, dédié à la gestion de crise, a été activé pendant un mois et demi¹³.

Au total, on peut dire que la vallée transfrontalière de la Roya est restée isolée pendant environ trois mois.

2.2.3. LES DÉGÂTS : VULNÉRABILITÉS SPÉCIFIQUES DU TERRITOIRE

Comme toujours, l'ampleur des dégâts résulte de l'interaction entre l'évènement rare (ici la tempête) et des vulnérabilités spécifiques du territoire.

Dans le cas de la vallée de la Roya, il y a eu conjonction entre la propension naturelle du milieu à provoquer des glissements de terrain et des crues, et l'occupation humaine des fonds de la vallée et des bords de la Roya par les habitants¹⁴.

L'aménagement du territoire de la vallée de la Roya, et en particulier l'oubli progressif des risques a clairement participé à sa vulnérabilité. « *Au cours du XX^e siècle, les villages se sont progressivement étalés sur le lit majeur de la Roya, à Tende, mais également à Breil-sur-Roya lors des différentes phases de constructions et d'amélioration de la digue de protection. Ce bilan est donc en grande partie causé par une diminution de la vigilance quant au risque de crue, en rupture avec les habitudes antérieures au XIX^e siècle.* »¹⁵

Les territoires n'ont cependant pas été touchés de la même manière par la tempête, suivant la vallée, la position dans la vallée et la distance avec le fleuve Roya. Certains habitants ont été directement impactés par le vent ou l'eau, quelques-uns se sont même réfugiés chez des connaissances/voisins, en fuyant leurs habitations. D'autres, au contraire, n'ont rien senti pendant la nuit, et ont dû attendre le lendemain afin d'avoir une visibilité sur la situation. À cause de la nuit, le vécu de la tempête a surtout été sonore, caractérisé par la violence des vents. Une majorité d'habitants de la vallée n'ont pas eu conscience sur le moment de ce qui était en train de se passer.

¹³ Il associait les services de l'État et des collectivités, les services de secours et les opérateurs.

¹⁴ Carrega, P., & Michelot, N. (2021). Une catastrophe hors norme d'origine météorologique le 2 octobre 2020 dans les montagnes des Alpes-Maritimes. *Physio-Géo*, (Volume 16), 1-70. <https://doi.org/10.4000/physio-geo.12370>

¹⁵ Fouache, E., Marchiel, A., Rabaute, A., Desruelles, S., Gorini, C., Bianchi, N., Kerverdo, R. & Lafuerza, S. (2023). Conséquences de la crue extrême du 2 octobre 2020 dans la vallée de la Roya (Alpes Maritimes) sur les réseaux de transport et de communication : leçons pour la reconstruction. *Flux*, 132, 98-114.

2.3. L'APRÈS TEMPÊTE :

QUELQUES JOURS D'ISOLEMENT & D'IMPROVISATION

Les rescapés décrivent la tempête Alex comme une rupture radicale et soudaine avec leur quotidien. La catastrophe est vécue comme un effondrement brutal des infrastructures et des repères habituels. La destruction est omniprésente, et la vallée est perçue comme coupée du monde. La coupure de la vallée accentue la sensation d'isolement et de chaos.

“ C'était l'apocalypse avec les voitures retournées, les arbres, l'eau qui passait dans les bâtiments et là, il n'y avait plus de route, c'était la rivière à la place. ”

2.3.1. LA SIDÉRATION

Le matin du 3 octobre, les habitants ont enfin pu mettre des images sur la situation. De nombreux habitants, y compris les élus, ont exprimé au travers de leur témoignage leur état de surprise, de sidération et d'incrédulité face à la violence et à l'ampleur des dégâts. Il y a une sorte d'impossibilité de comprendre ce qui vient de se passer.

“ C'est un peu bizarre parce que tu n'es pas du tout en bord de rivière et puis, le matin, tu entends la rivière, tu te dis : c'est quoi ? Comment ça ? ”

Je n'ai pas compris ce que je voyais. Je me suis dit : il n'y a plus le pont ? Ou l'eau elle est par-dessus le pont ? ”

L'impact psychologique et émotionnel est fort. En voyant l'étendue des dégâts, en apprenant les nouvelles de personnes décédées ou emportées, ou en s'imaginant l'étendue des dégâts, certains rescapés expriment des sentiments d'incompréhension et d'impuissance, un état de choc. La prise de conscience des pertes humaines et matérielles a été progressive tant l'ampleur des dégâts a été considérable.

Toutefois, même si l'expérience est traumatique pour certains, il faut souligner aussi la résilience de beaucoup de personnes (la capacité à se remettre du choc et passer à l'action sans générer de trauma), ainsi qu'un sentiment de renforcement des liens entre habitants, de solidarité, d'empathie, de compassion.

2.3.2. COUPÉS DU MONDE

Au choc s'ajoute la coupure des réseaux d'électricité, de téléphonie mobile et d'internet et donc de toute possibilité de communication avec l'extérieur, ce qui génère un fort sentiment d'isolement. L'impossibilité de contacter les proches et les secours amène de l'angoisse.

Il y a un manque d'informations fiables, et d'informations en général, donc de visibilité sur la situation.



On ne savait pas qui était touché, qui avait disparu, quelles étaient les priorités. ”

À l'extérieur, avec l'impossibilité de communiquer, personne ne savait ce qui s'était passé dans la vallée de la Roya, y compris chez les autorités. La communication avec l'extérieur a été rendue possible en montant en voiture au col de Sospel pour capter du réseau de l'autre vallée. Peu d'habitants ont pu le faire. C'est le cas du Maire de Breil-Sur-Roya qui est entré en contact avec les acteurs étatiques extérieurs pour témoigner de la situation et demander des renforts. Certains habitants ont tenté également de capter du réseau et de prévenir les médias (totalement absents du territoire).

Les secours n'arrivent que vers 11 h du matin, après avoir mis 6 h pour dégager les éboulements et les arbres de la route du col de Sospel. Selon certains témoignages, les secours officiels venant de l'extérieur ont fait le maximum pour être présents sur place et pour répondre à la crise, mais se sont heurtés à une situation exceptionnelle de dommages sur les réseaux, de manque d'informations et d'isolement géographique.

Le dimanche, le premier hélicoptère qui survole la zone est de *Nice matin* (pas la Préfecture ni les secours) et ne s'est pas posé (ce fait a été remarqué par des habitants, ce qui a renforcé leur sentiment d'abandon et d'injustice). Pendant ce temps, la plupart des habitants se débrouillent seuls et n'ont aucun contact avec un quelconque représentant de l'État.

Dans la Roya, la couverture médiatique semble avoir été tardive, imparfaite et partielle (c'est probablement comme dans toute catastrophe). Mais ce qui a été marquant est la faible médiatisation des conséquences sur la vallée de la Roya par rapport aux vallées voisines de la Tinée et de la Vésubie¹⁶. Cette différence de traitement médiatique dans les premiers temps est bien sûr liée aux difficultés d'accès à la vallée, mais surtout au fait que la tempête a touché les vallées voisines en plein jour, générant beaucoup plus d'images. Mais pour les habitants de la Roya, cela s'explique aussi par une différence de traitements entre vallées... la Roya étant toujours l'oubliée. Les habitants (surtout dans les petits villages) mentionnent cette inégalité de

¹⁶ On notera qu'il y a eu au final beaucoup d'articles de journaux et de reportages télévisés. Le président de la République est venu sur place en hélicoptère trois jours après la tempête.

traitement médiatique avec beaucoup d'émotions, tout comme le sentiment d'abandon par l'État.

Ce sentiment (légitime) d'être abandonné est particulièrement intéressant car il met en évidence la qualité du lien entre les gens et les autorités (verticale, paternelle ou maternelle, etc.) et donc des attentes qu'ont ces gens vis-à-vis des secours et de l'État pour la gestion de crise. Cela peut donc aussi bien refléter l'habitude d'être laissé pour compte par l'État en temps normal, qu'un simple manque de vision globale de la situation de crise (ce qui donne l'impression à certaines personnes d'être invisibilisés).

2.3.3. PARADOXALEMENT UN RETOURNEMENT ET UN AGRANDISSEMENT DES RAPPORTS SOCIAUX

L'évènement semble effacer temporairement les clivages politiques et sociaux. Des personnes qui ne se fréquentent pas avant la catastrophe, ou qui ont des opinions politiques opposées, se retrouvent à coopérer, ce qui ne veut pas dire que les tensions disparaissent à jamais... Certaines reviendront dans les semaines suivantes.

À l'inverse, certains témoignages laissent aussi entendre que la crise met en lumière des fractures sociales et des limites dans l'organisation de la vallée. La crise ne crée pas seulement du chaos, elle met aussi en évidence des tensions préexistantes et des rapports de pouvoir entre les différents acteurs (habitants, associations, institutions).

2.3.4. DES SERVICES PAS PRÊTS POUR CETTE SITUATION EXCEPTIONNELLE

Malgré les alertes de Météo France et leur diffusion par les autorités administratives (EDF a même effectué des largages d'eau sur les lacs de retenue), le caractère exceptionnel des précipitations a surpris tout le monde, professionnels compris. Les infrastructures existantes n'étaient pas conçues pour résister à des phénomènes météorologiques aussi extrêmes. La crue du 2 octobre est sans précédent à l'échelle de mémoire humaine. Les météorologues estiment à 500 ans le temps de retour de cet évènement.

Les services de secours, les administrations et les habitants des vallées des Alpes-Maritimes n'avaient jamais connu une tempête de cette ampleur, rendant donc difficile (mais pas impossible) l'anticipation et la mise en place de mesures de protection adéquates.

On peut donc en déduire que malgré la connaissance du changement climatique en cours, la population de cette région se sentait en relative sécurité.

La non-préparation à ce type d'évènement exceptionnel peut être considéré comme facteur aggravant de la vulnérabilité du territoire. C'est précisément pour cette raison que nous avons choisi ce cas d'étude.

2.4. RETOUR À LA NORMALE : DE LONGS MOIS COMPLIQUÉS

2.4.1. L'ARRIVÉE MASSIVE DE L'AIDE, PUIS SON RETRAIT

Après quelques heures (ou jours pour certaines zones), l'arrivée progressive des secours et la reconnexion aux réseaux de communication ouvre sur une nouvelle phase de la crise. Cette période est caractérisée par l'afflux massif d'aide extérieure, de dons, de bénévoles, d'artisans, d'entrepreneurs, venus contribuer à la reconstruction des infrastructures essentielles. Les besoins sont alors considérables, et les efforts se concentrent sur l'urgence vitales et les gros œuvres. Elle apporte aussi de nombreux problèmes (nous y reviendrons par la suite).

Cette phase de suractivité dure des semaines jusqu'à ce que les services essentiels soient rétablis et les travaux de gros œuvres en bonne partie finalisés¹⁷. L'activité d'urgence finit par se tarir, laissant la place à de la reconstruction à plus long terme et des chantiers plus petits.

« Un mois après la catastrophe, c'est comme si la mer venait de se retirer. Les gendarmes ne sont plus là, les pompiers non plus et la sécurité civile a terminé sa mission. Mais, pour les habitants, rien n'est réglé », estime Jean Stellittano, secrétaire général de la fédération des Alpes-Maritimes du Secours populaire¹⁸.

2.4.2. LA RECONSTRUCTION

Le 14 octobre 2020, deux semaines après la catastrophe, l'État nomme un préfet en charge de la reconstruction, Xavier Pelletier et débloque des fonds importants (75 millions d'euros en août 2021). L'objectif est de rétablir rapidement un réseau routier pour éviter un exode massif des habitants.

Le département a affecté 280 millions d'euros pour les travaux routiers dans la vallée de la Roya. À cela, il faut ajouter une partie des 572 millions d'euros destinés à la reconstruction de la Roya, de la Tinée et de la Vésubie, promis par le président de la République, Emmanuel Macron, le 10 janvier 2022¹⁹.

¹⁷ Comme repère, on peut signaler que fin novembre (près de 2 mois après la catastrophe), une route provisoire est ouverte par convois à travers toute la vallée entre Tende et Breil-sur-Roya en passant par Fontan.

¹⁸ Cité dans Olivier Vilain, « Dans les vallées dévastées de la Roya et de la Vésubie », www.secourspopulaire.fr, publié le 2 novembre 2020.

¹⁹ Cette aide est gérée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et la Délégation interministérielle pour la transformation publique (DITP).

Le fond Barnier²⁰ a joué un rôle crucial dans la stratégie de reconstruction de la vallée de la Roya après la tempête Alex, avec une estimation de 120 millions d'euros alloués à cet effet, en indemnisant les propriétaires de biens jugés non-habitables en raison de leur exposition à des risques naturels accrus après la tempête. Les procédures d'acquisition ou de démolition de ces biens ont aussi été engagées pour réduire la vulnérabilité des populations face aux aléas naturels. Néanmoins, la mise en œuvre de ces mesures a été critiquée pour sa lenteur.

Progressivement, avec les travaux et le retour à la normale, les besoins et les priorités des habitants de la vallée changent, de même que le paysage social, avec des départs et arrivées d'habitants, et la diminution du nombre de bénévoles extérieurs sur le territoire en raison d'une baisse des besoins.

Une question s'est alors posée chez certains habitants : faut-il reconstruire à l'identique ou pas ? En effet, avec un temps de retour de 500 ans, la tentation est forte de vouloir déblayer et reconstruire à l'identique, mais on pourrait au contraire en profiter pour revoir en profondeur les aménagements pour mieux s'adapter à la dérive climatique ou aux nouveaux souhaits des habitants. Pour l'architecte et géographe Anouk Migeon (habitante de la vallée), les pouvoirs publics ont fait le choix de reconstruire à l'identique en limitant les conditions d'occupation du territoire.

Ainsi, dans les mois et années suivant la tempête, les enjeux autour de la reconstruction de la vallée seront très forts. La reconstruction immédiate de certaines infrastructures nécessitant d'être rapidement opérationnelles (comme les routes et les ponts) s'est faite sans consultation de la population et a engendré une réaction d'opposition de la part des habitants ayant vu la tempête comme l'occasion de repenser et de transformer la vallée. L'appréhension d'une reconstruction à l'identique est forte et parfois décriée car associée aux causes même de la crise. C'est donc aussi une période de mobilisation et d'échange entre les habitants sur ces enjeux et d'ouvertures à de nouveaux projets.



Image 3. © Droit réservés. Merci de contacter le Groupe URD pour les détails sur les droits (certaines photos ont été prises à l'époque par des sinistrés, qui ont été anonymisés pour l'étude).

²⁰ Le Fonds de prévention des risques naturels majeurs, communément appelé Fonds Barnier, est un dispositif financier français destiné à indemniser les propriétaires de biens exposés à des risques naturels majeurs.

2.5. UNE CRISE MULTIPLE

La « crise » Alex n'est pas seulement un évènement météorologique extrême, mais un désastre global qui met en lumière les failles structurelles du territoire. Il s'agit d'une crise multiple, aux dimensions écologique, économique, sociale, politique et psychologique, qui ont affecté la vallée de la Roya bien au-delà de la phase immédiate de la catastrophe.

2.5.1. UNE CRISE ÉCOLOGIQUE

Les crues ont détruit l'écosystème local en érodant les sols, détruisant les terres cultivables, arrachant les végétaux, perturbant la faune et finalement les paysages. La reconstruction immédiate a aussi été pointée pour son impact écologique.



Les terrains agricoles ont été emportés, on a perdu des hectares de cultures. ”

2.5.2. UNE CRISE ÉCONOMIQUE

Les destructions d'infrastructures essentielles telles que les routes et les ponts ont coupé les accès au territoire, impactant fortement les activités économiques locales. Les pertes matérielles pour les habitants et les entreprises ont été considérables, nécessitant des efforts de reconstruction coûteux et longs. De nombreuses personnes ont perdu leur emploi, notamment dans le secteur agricole, touristique et commercial. L'impact économique a été immédiat et durable. L'effondrement des infrastructures et des commerces a empêché une reprise rapide et normale des activités. Mais malgré les difficultés, il y a eu beaucoup d'efforts pour maintenir une activité économique.



Là, je suis donc au restaurant que j'ai ouvert après la tempête Alex, le 1^{er} juin 2021. Je l'ai ouvert parce que je tenais à cœur de redynamiser vraiment l'économie de la vallée. ”

2.5.3. UNE CRISE SOCIALE

Le paysage social a lui aussi fortement changé avec le départ de certains habitants de la vallée et l'arrivée, massive, sur le territoire de bénévoles et d'acteurs de la reconstruction, ce qui a

fortement impacté/influencé l'économie locale. La solidarité et l'entraide ont été cruciales dans les premiers jours après la catastrophe, mais des tensions ont également émergé entre habitants, notamment dans la reconstruction immédiate et projetée à plus long terme. Les témoignages révèlent aussi des fractures sociales, l'isolement accru de certaines personnes, et donc leur détresse sociale, ainsi que des injustices dans la distribution de l'aide.

2.5.4. UNE CRISE POLITIQUE

Pour certaines personnes, la gestion de la crise a soulevé des questions quant au manque de préparation des autorités locales et nationales, érodant ainsi la confiance entre habitants et institutions.

Localement, les conflits sur la gestion et la reconstruction ont aussi révélé des visions différentes et parfois opposées de l'avenir de la vallée, ravivant certains clivages politiques classique gauche/droite, mais aussi un clivage entre une vision à court terme et une autre à long terme de la politique.



Il y a eu une pseudo-concertation publique pour dire qu'ils faisaient un truc.”

Les liens entre collectivités locales et autorités nationales ont aussi été mises à mal à cause de jeux de pouvoirs et d'égos. Le cas de la Roya était compliqué politiquement car pris entre deux acteurs lourds de la Région, en compétition : la métropole Nice et le département. Les municipalités et les secours ont été pris dans ces conflits. À cette complexité politique vient s'ajouter le fait que la gestion des secours a aussi impliqué le Prince de Monaco et l'Italie.

2.5.5. UNE CRISE PSYCHOLOGIQUE

Le choc a été tel qu'il a traumatisé une partie de la population, laissant des séquelles psychologiques profondes. Le soutien psychologique aurait été souvent insuffisant.



Il y a des gens qui n'ont plus jamais dormi normalement après ça.”

3

L'ENTRAIDE

3.1. LES DIFFÉRENTES FORMES D'ENTRAIDE

L'entraide dans la vallée de la Roya après la tempête Alex a pris différentes formes. Une fois la sidération passée, les habitants se sont rapidement mis en mouvement à travers des initiatives de sauvetage, d'hébergement des sinistrés ou de déblayage des routes et des rues. On trouvera en *Annexe* une liste des types d'entraide que nous avons recensé dans les interviews, classées par catégories (alimentaire, hébergement, assistance, nettoyage, reconstruction, transport, logistique, communication, liens sociaux, gestion des déchets, etc.). Cette liste montre la diversité et l'ampleur des initiatives d'entraide qui ont émergé parmi les sinistrés de manière spontanée après la catastrophe.

À partir des discours, nous avons vu émerger deux catégories d'entraide :

- **Une entraide immédiate et spontanée**, très locale et un peu chaotique, de celle qui se développe principalement dans les premiers moments de la catastrophe, lorsque les secours institutionnels sont dépassés ou absents.
- **Une entraide plus organisée**, plus collective et œuvrant à des tâches plus spécialisées.

3.1.1. L'ENTRAIDE IMMÉDIATE ET SPONTANÉE

Dès les premières heures suivant l'évènement et pendant environ une semaine, les habitants des zones touchées ont mis en place des mécanismes d'entraide spontanés et décentralisés. Privés totalement ou partiellement d'électricité, de communication et d'appui institutionnel, les sinistrés ont dû faire face à la nécessité immédiate de survivre et d'organiser la « voisinauté »²¹ en fonction des ressources disponibles. Souvent improvisées, locales, sans coordination centralisée, ces réactions ont été essentielles durant les premières heures/jours après la catastrophe.

Cette réponse immédiate recoupe plusieurs catégories de secours. D'abord, c'est le plus évident, le **traitement des urgences vitales** : par exemple l'évacuation des résidents de la maison de retraite par les habitants et les élus locaux, ou des sauvetages improvisés, comme des habitants dégagant des personnes prises dans des coulées de boue ou un éboulis de terre.

Rapidement, il y a eu **mutualisation des moyens de subsistance**, notamment via le partage des stocks alimentaires et de gazinières (car certains n'avaient que des plaques électriques), l'organisation de repas collectifs et l'utilisation des congélateurs défectueux pour cuisiner les denrées périssables afin d'éviter les gaspillages (par exemple des barbecues collectifs pour écouler les stocks de viande décongelée). Des personnes sont spontanément venues donner du temps ou des ressources, ou ont organisé des repas collectifs chez eux.

²¹ Communauté de voisinage (néologisme).



Moi, j'ai aimé l'organisation qui s'est faite naturellement. Tout le monde a fait un peu l'état des lieux de ce qu'on avait, de ce dont on avait besoin. ”

Certaines personnes ont cuisiné pour les secouristes. Deux restaurants se sont associés pour accueillir les sinistrés. Le Carrefour du coin a fait « *un grand geste de dons* » et certains ont rempli les voitures et sont partis distribuer.

Pour l'eau, des solutions improvisées ont été mises en place pour garantir un accès minimal à l'eau potable, notamment par l'installation artisanale de systèmes de récupération d'eau depuis des sources naturelles. Comme cet homme qui a aménagé des cuves mobiles en remorque pour distribuer de l'eau au centre du village. Les cheminots de Breil, quant à eux, ont été les premiers à se mobiliser pour atteindre et ravitailler les villages en amont (Tende, St Dalmas) afin d'apporter de l'eau, de la nourriture ou des pellets.

Face aux contraintes, les solutions ont jailli avec **beaucoup d'inventivité et de créativité**, avec également une grande flexibilité et une adaptation rapide. Tout cela a permis de contourner les obstacles logistiques et facilité l'entraide.



Quelqu'un a eu l'idée d'utiliser un treuil pour traverser la rivière et acheminer les vivres. ”

Certains habitants **ont fait circuler l'information** (par exemple de village en village en passant par les rails en moto), ou ont mis en place une signalisation artisanale pour orienter les bénévoles et les sinistrés. Des groupes d'habitants ont circulé entre les hameaux, à pied ou en utilisant des moyens de transport alternatifs (motos empruntant les voies de chemin de fer, quads, vélos), afin de vérifier l'état des habitants isolés et d'alerter sur d'éventuelles urgences médicales.

« *Dans les premiers instants, on ne sait pas quoi faire* », mais pas de place à pour l'égoïsme, « **c'est la solidarité malgré tout, plutôt que l'individualisme** »²². Il y a eu une mise en place de chaînes humaines pour l'évacuation de la boue et pour le nettoyage des maisons inondées, la collecte et la distribution de bois de chauffage, ou encore la mise à disposition de services par les magasins.

Selon le Maire de La Brigue, cité par le rapport Pelletier²³, « *ce sont d'abord la solidarité et l'entraide valléennes qui doivent être soulignées. Dès le samedi 3 octobre 2020, il y avait foule dans les rues et sur les places pour nettoyer, aider et consoler ; c'était émouvant et très reconfortant. [...] Pendant plus de trois mois, la population a participé spontanément : nettoyage des rues et des caves, enlèvement des embâcles, fonctionnement des épiceries solidaires, déchargement des hélicoptères et des trains d'approvisionnement... Ce sont des souvenirs extraordinaires qui resteront à jamais gravés dans nos mémoires.* »

Parfois, avec la légitimité de l'urgence, et dans une optique de bien commun, **des actions ont débordé du cadre de la légalité**, comme par exemple ces jeunes entrepreneurs qui ont refait

²² Ortiz Haro, David (2023), Gestion de crise et intégration des populations : l'élan solidaire qui perdure suite à la tempête Alex, in Risques Infos #46, 12/2023, Institut des risques majeurs, Grenoble, France, p.36-38.

²³ Rapport de la Fondation Jean-Jaurès, 2023. *op. cit.* p 58.

une route effondrée en construisant un pont avec des troncs d'arbres et du bois de récup', ou un autre qui convoyait de l'eau malgré l'interdiction de circuler.



On est monté avec des copains ouvrir la voie qui permettait d'accéder à Casterino et l'Italie. On était quelques-uns, on a travaillé trois ou quatre jours. Evidemment, c'était interdit de le faire... Si tu respectais la loi, tu ne faisais rien et tu attendais qu'on t'aide. Sauf que nous, on s'est dit 'On s'en fout', on y est allé, on a construit un pont en bois. Ce pont, il a été utilisé pendant, je ne sais pas, un mois, deux mois. ”

L'accueil et l'hébergement des sinistrés a également eu la part belle. Les gens ont aussi partagé leur habitation, pour se réunir ou pour se loger. Cela s'est fait sans structuration officielle, à travers l'ouverture spontanée de logements par des habitants. L'absence de centre d'hébergement d'urgence a conduit à un hébergement précaire, notamment à la gare et dans les bâtiments encore debout.

Les gens ont aussi **échangé des connaissances et des pratiques** (par exemple l'ostéopathie ou la coiffure), pratiqué le troc et la redistribution informelle pour répondre aux besoins essentiels : échange de denrées alimentaires contre du carburant, fabrication artisanale de ponts temporaires pour désenclaver certaines zones, organisation de chaînes humaines pour évacuer les débris. Ces actions, bien que désordonnées, voire chaotiques (et c'est normal), ont permis de pallier temporairement à l'effondrement des infrastructures.

D'autres ont bénéficié **d'aides financières**, par exemple pour réparer un quad, en lançant des cagnottes en ligne (Leetchi) ou par le Crédit Agricole qui selon un témoignage a pu réunir des sommes et financer des réparations.

On reporte aussi des personnes qui ont entrepris de **donner du réconfort**, de la présence, de la parole et des soins psychologiques. D'autres encore sont allés immédiatement prospecter pour voir si les gens isolés dans les montagnes allaient bien.



Il y a eu des initiatives géniales, genre le deuxième jour ou troisième jour il y a des gars qui sont arrivés en moto du haut de la vallée. Ils ont pris les rails. Ils ont pris les voies de chemin de fer et ils ont roulé, ils avaient des petites bécanes. Ils arrivaient dans tous les villages et ils disaient : 'ton cousin ? Oui, c'est bon, je l'ai vu hier. Tout le monde va bien là-haut'. En fait, c'est eux qui nous ont donné les infos de tout le monde. ”

Qui est impliqué ?

On peut dire que l'entraide s'est spontanément mise en place au sein de petits groupes de voisins, d'amis ou de membres de la famille, sur une échelle de proximité très locale (les routes étant hors d'usage). Mais dans cet environnement très local, l'entraide ne s'est pas cantonnée aux réseaux préexistants (famille, voisins, associations, etc.), elle a aussi eu lieu entre inconnus.

L'absence de coordination institutionnelle a conduit à une gestion de crise où chaque acteur a pris des décisions de manière autonome, en fonction des ressources et des compétences à

disposition. L'ensemble de ces mesures a permis une première stabilisation de la situation, bien que marquée par une forte disparité des moyens d'action selon les zones et une absence totale de planification à moyen terme.

Appelons « primaire » cette entraide spontanée et chaotique qui palie à l'essentiel, à l'évident et à l'urgent, sans forcément tenir compte des rôles et des fonctions de chacun.

Tous ces témoignages sont cohérents avec d'autres cas de catastrophes tout autour du globe. De nombreuses études scientifiques montrent que les premières initiatives d'entraide, par définition spontanées, informelles et plutôt chaotiques, jouent un rôle crucial dans la réponse à la crise, bien avant l'arrivée des secours²⁴. En l'absence de secours officiels, des individus prennent des initiatives pour se coordonner, échanger des informations et mettre en place des actions collectives efficaces²⁵. Beaucoup de gens conservent leur sang-froid, coopèrent spontanément et établissent des structures sociales temporaires pour faire face aux défis immédiats, plutôt que de céder à la panique. C'est exactement ce qui est sorti des témoignages recueillis à La Roya.

3.1.2. L'ENTRAIDE ORGANISÉE : SPÉCIALISATION DES TÂCHES ET AFFLUX MASSIF D'AIDE

À Breil-Sur-Roya, à Tende ou à Saorges, quand les habitants sont sortis de chez eux, ils et elles ont vu des véhicules empilés les uns sur les autres avec des routes et des ponts impraticables... Dans ce contexte apocalyptique, les habitants se sont d'abord occupés d'eux-mêmes, de leur entourage, de leurs affaires et de leurs maisons. C'est logique. Puis, celles et ceux qui se sont senti en sécurité ont convergé vers des lieux de rencontre habituels ou symboliques, comme les Mairies ou les MJC, pour se rassembler et coordonner des actions.

Il y a donc eu progressivement **rassemblement et organisation**. Devant les mairies, chaque jour, les gens passaient le matin pour voir ce qu'il y avait à faire ou pour demander de l'aide. Ils planifiaient les priorités quotidiennes, comme la gestion des enfants et des personnes vulnérables, la gestion du matériel et des véhicules disponibles, ou le rationnement alimentaire pour assurer une répartition équitable des ressources.

L'entraide ne s'est donc pas limitée pas aux réseaux de proximité. Une fois les premières urgences traitées, les plus faciles, les plus vitales et les plus proximales, **les cercles d'assistance se sont élargis, dans un sentiment de solidarité avec la vallée**. Ainsi, au fil des jours, restaient logiquement les tâches les plus difficiles à accomplir, celles qui nécessitaient des efforts collectifs ainsi que certaines compétences. Les gens ont retrouvé progressivement une capacité de déplacement et ont pu aller voir d'autres villages pour coopérer ou accéder aux chantiers les plus difficiles.

²⁴ Drury, J., Cocking, C., & Reicher, S. (2006). Every man for himself-or for the group? How crowd solidarity can arise in an emergency: An interview study of disaster survivors. *In Group and Intergroup Relations Pre-Conference*, Society for Personality and Social Psychology 7th Annual Meeting.

²⁵ Clarke, L. (2002). Panic: Myth or Reality? *Contexts*, 1(3), 21-2

“

Chacun voulait savoir comment ça allait pour sa maison, sa compagne, les copains, tout ça. Et ensuite, le troisième ou quatrième jour, je suis allé à la Mairie, on a commencé à comprendre comment ça marchait. Je ne sais plus à quel moment ils ont commencé à s'activer, mais il y a eu quand même une longue période où on a senti qu'il fallait qu'on se démerde tout seuls. On était coupé du monde, donc on ne pouvait ni descendre, ni monter, ni aller nulle part.”

Certains citoyens (non-élus) ont pris un rôle de **leadership** dans l'organisation des secours, en collaboration ou pas avec les élus. Cette situation n'a duré que quelques jours, jusqu'à l'arrivée des secours officiels, qui ont repris le leadership.

Ces **travaux collectifs ardu**s sont d'autant plus collectifs qu'ils sont faits avec les moyens du bord. Ces chantiers ont rassemblé toutes sortes de personnes, dont beaucoup de jeunes. Il s'agissait par exemple d'aller chercher du bois et de le distribuer, ouvrir des chemins, refaire un terrassement, remonter un mur, retrouver une source ou une canalisation, construire un bâtiment, ramasser des déchets, dégager des routes et réhabiliter des accès bloqués, reconstruire des ponts provisoires en bois et réparer des infrastructures essentielles, remettre en état des réseaux d'eau et d'électricité en coordination avec les services techniques, nettoyer et réhabiliter des logements sinistrés via des chaînes humaines de bénévoles, etc. Certains travaux ont nécessité une coopération avec des associations et des entreprises pour financer et réaliser des travaux de grande ampleur (par exemple le financement d'un pont suspendu par Eiffage et le Rotary Club).

Dans cette ambiance de « corvées » (l'ancien nom pour désigner les travaux collectifs des communautés, et qui ne portait pas de connotation négative à l'époque²⁶), on a vu émergé des « **week-ends solidaires** » pour nettoyer et reconstruire les zones sinistrées, tout cela coordonné grâce aux réseaux sociaux. Nous reviendrons sur ces initiatives qui ont débouché sur la création d'une association qui a perduré...

Au fil des jours, **les tâches à réaliser ont nécessité des compétences spéciales**, par exemple pour la reconstruction et la sécurisation des zones sinistrées, l'installation de systèmes de transport (exemple : des draisines utilisées pour acheminer les secours et les vivres), la création d'une infirmerie improvisée pour soigner les blessés et malades, l'obtention et la distribution de vélos électriques pour les travailleurs médicaux et sociaux, l'organisation spontanée de patrouilles pour vérifier l'état des maisons isolées, la réparation de captages d'eau pour rétablir un accès minimal à l'eau potable, la formation de groupes d'aide aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap, ou encore des mobilisations pour faire connaître la situation de la vallée et ainsi collecter des dons.

Pour la reconstruction d'un pont chez un particulier, par exemple, comme ce n'était pas une priorité pour les services de l'État, alors un particulier s'y est attelé !

Une « école alternative » a été improvisée dès J+2, donnée en fonction des compétences de chacun (des parents venaient participer par exemple pour donner des cours de couture ou de dessin) car les professeurs étaient coincés à d'autres endroits de la vallée.

²⁶ Les chantiers collectifs successifs au sein d'une petite localité deviennent des hauts lieux d'entraide, comme c'est le cas dans de nombreuses cultures du monde. On les désigne sous différentes appellations : Minga (Amérique du Sud, Andes), Cayapa (Vénézuéla, Équateur), Ayni (Quechua, Andes), Faena (Amérique latine), Tequio (Mexique), Harambee (Kenya, Afrique de l'Est), Gotong Royong (Indonésie), Ubuntu (Afrique australe), Barn Raising (États-Unis), etc.

Au bout de quelques jours, un autre phénomène est venu accentuer la nécessité d'une gestion plus organisée et plus spécialisée de la crise : **l'arrivée massive d'aidants extérieurs** venue de la côte par le train (seule voie encore fonctionnelle). Ce flux a mis en difficulté les groupes d'*entraidants*²⁷ auto-organisés déjà sur place, travaillant avec les secours et les autorités. La coordination de cet immense afflux de bénévoles et de dons a été un véritable enjeu de gestion de crise qui a nécessité une adaptation des capacités d'accueil locales (gymnases, salles des fêtes). Des systèmes de répartition des volontaires ont été mis en place, facilitant leur affectation aux chantiers et aux besoins prioritaires selon les besoins des villages. L'hébergement des bénévoles a été organisé de manière plus structurée, notamment via la mise à disposition de locaux par des particuliers et la mobilisation de structures municipales. Certains bénévoles ne restaient qu'une journée, d'autres restaient plus longtemps. On peut dire que *les aidants ont aidé les entraidants, qui en retour ont aidé les aidants*.

“ Il est resté 1 mois puis 3, donc 4 mois en tout. Il s'est occupé de monter les cantines d'urgence dans l'école. Il cuisinait près de 900 repas au départ et tentait de 'donner de la gaieté aux gens'. ”

Les équipes municipales ont **mis en place des banques alimentaires et de centres de distribution** en transformant des bâtiments municipaux en entrepôts de stockage. Les flux de ravitaillement ont été optimisés grâce à l'utilisation de trains encore en état de marche et de véhicules adaptés aux conditions difficiles.

Personne dans la vallée n'avait été formé ni préparé à la gestion d'une crise de type humanitaire. L'absence de ces compétences basiques (humanitaires) a été un vrai défi pour la vallée, relevé grâce aux efforts remarquables de certaines personnes (élus, responsable associatifs et citoyens), dans une ambiance d'urgence, d'affairement, d'improvisation et d'auto-organisation... mais avec une efficacité relative qui a fini par en épuiser certains.

Enfin, à un niveau plus grand de moyens et d'organisation, il y a eu **entraide (horizontale) entre institutions**. Par exemple, la structuration du rationnement énergétique (du carburant et du gaz pour les foyers en difficulté) ou des grandes opérations de reconstruction a impliqué une coordination accrue entre les institutions et les entreprises du BTP.

Enfin, une réintégration des services et commerces essentiels a été amorcée afin de favoriser un retour progressif à la normalité. La réouverture de certains commerces a été facilitée par l'attribution de stocks alimentaires issus de dons et de réquisitions encadrées. L'appui du secteur privé a permis de stabiliser les chaînes d'approvisionnement et de rétablir certains circuits de distribution locaux.

Pour résumer, l'entraide ne s'est pas limitée à des gestes de réciprocité entre voisins. Elle s'est étendue à plus grande échelle et de manière plus structurée dans toute la vallée, impliquant tous les acteurs (du citoyen aux institutions) dans une sorte de force convergente horizontale qui a permis d'agir collectivement contre l'adversité.

²⁷ Néologisme désignant les personnes sur place qui se mettent à s'entraider. Traduction du terme anglais « zero responder » (qui désigne littéralement des « intervenants de ligne zéro », c'est-à-dire avant l'arrivée de la première ligne de secours).

3.1.3. FACTEURS EMPÊCHANT L'ÉMERGENCE DE L'ENTRAIDE

Plusieurs témoignages mentionnent cependant des freins à l'entraide. Nous les avons rassemblés en trois catégories.

Les tensions et conflits inter-villages, qui sont issus des tensions préexistantes : conflits sur les valeurs morales ou politiques, clivage entre habitants de longue date et néo-ruraux, ou entre vallée-haute et basse-vallée, compétition entre instances (commune, département, métropole, etc.), conflits d'allégeance. Ces tensions réduisent l'élan de s'aider, la communication et la coopération entre villages et entre habitants.

Les tensions sont aussi apparues avec la crise, par exemple sous forme d'accusations de favoritisme ou de priorisation des liens interpersonnels au détriment de vrais critères de ciblage des personnes dans le besoin, voire de signalements de vols (avérés ou non).

Ainsi, certaines personnes interrogées, prises dans des conflits ou témoins d'actes anti-sociaux, nuançaient leurs discours sur l'entraide en avouant n'avoir vu que « peu d'entraide », ou en accusant la (mauvaise) « nature humaine » qui reviendrait inévitablement après des épisodes de solidarité.

“ Il y a eu effectivement des chaînes de solidarité inattendues, magnifiques, très rapidement, où les gens se sont retroussé les manches. Mais comme par hasard, la nature humaine étant bien faite, malheureusement, il y a eu après des jalousies, il y a eu des vols, il y a eu des... Donc la nature, pareil, d'avant, est bien ressortie très rapidement. ”

Ces situations antisociales cassent les sentiments de confiance, d'équité et de sécurité que doivent ressentir les gens pour s'engager spontanément dans des actes d'entraide²⁸.

On notera aussi le sentiment d'abandon et d'injustice de certains habitants vis-à-vis des autres régions plus favorisées (soit d'autres villages soit d'autres régions voisines), ce qui non seulement génère un sentiment de méfiance vis-à-vis des autorités, mais aussi déforce la participation aux affaires communes.

Tous ces conflits sapent la confiance et la qualité des liens horizontaux entre habitants (« networks ») et verticaux avec les autorités (« governance ») qui sont absolument nécessaires pour déployer des réactions prosociales puissantes lors de la crise, et après la crise²⁹.

Il y a également eu un manque de coordination et de communication entre sinistrés et avec les institutions. Il est évident que la difficulté de connaître les priorités, de se coordonner, et *in fine* de prendre des décisions et des initiatives est un frein à l'action collective. Mais il faut ici signaler que ces lacunes sont tout à fait normales dans les situations de catastrophes. C'est même une définition de la catastrophe ! On aura beau faire tous les efforts de préparation que l'on veut, il y a aura toujours des gens frustrés, mal informés, absents, sidérés, déviants, déboussolés, etc. Mais

²⁸ Voir Servigne P. & Chapelle G. *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, LLL, 2017. Chapitre 4.

²⁹ Ces termes sont issus de l'étude de Daniel Aldrich sur les triple catastrophe de Fukushima en 2011. Aldrich, Daniel P. *Black wave: How networks and governance shaped Japan's 3/11 disasters*. University of Chicago Press, 2019.

même si les discours sur le manque de communication et de coordination sont normaux et attendus, il ne faut pas les ignorer car ils montrent une possible marge de progression dans la préparation. Par exemple, l'absence de critères clairs pour distribuer l'aide, ou même la méconnaissance du lieu et des quantités de stocks de matériel ou de nourriture génère inaction, gaspillage, tensions et arbitraire. Cela peut même faire naître des affects négatifs, tels que la méfiance, la défiance ou le découragement. Il y a les exemples de gaspillage de denrées, comme celles décongelées trop rapidement sans que personne n'ait su leur existence, ou des palettes de nourriture arrivant dans des villages différents mais non suivies d'échanges réciproques (quel dommage !).



On ne savait pas où demander de l'aide, qui écouter, quelles aides étaient disponibles. ”

Enfin, il faut signaler **un manque de préparation et de formation des habitants et des volontaires à la gestion de crise**, ce qui a limité leur capacité d'organisation, et renvoi au point précédent. L'absence ou l'ignorance des procédures d'urgence a ralenti la prise en charge des besoins. Une meilleure formation aurait permis d'éviter une telle improvisation ou de tels blocages et, on peut le supposer, aurait libéré de la disponibilité pour beaucoup de gens, diminuant les niveaux de peurs et augmentant la confiance entre sinistrés et envers les autorités.

L'idée n'est pas de tous devenir des professionnels des secours, mais au moins d'acquérir un savoir minimal sur les procédures d'urgence, les rôles ou les lieux, afin d'augmenter l'efficacité de l'action, et de générer des sentiments positifs comme celui de se sentir utile, d'avoir confiance en soi ou en les autres.



La gestion de crise, c'était nouveau pour tout le monde. On s'est rendu compte qu'on n'était pas formés. ”

3.1.4. FACTEURS FAVORISANT L'ÉMERGENCE DE L'ENTRAIDE

Plusieurs éléments présents dans les discours montrent des dynamiques facilitant l'entraide et la solidarité entre les sinistrés.

Le sentiment d'urgence et la nécessité vitale (= le stress) lié à la catastrophe, à la survie, à l'isolement et à la lenteur de la réponse institutionnelle a généré un besoin immédiat et intense qui a poussé les habitants à s'organiser spontanément.

La proximité et la connaissance du territoire, du matériel et des personnes vulnérables a permis une action ciblée et efficace.



On savait où étaient les gens isolés, on est allés les voir directement. ”

Le besoin de se sentir utile, notamment pour les personnes issues du territoire et touchées par la crise, mais aussi pour des personnes venues de l'extérieur (besoin de créer du lien social par des actions solidaires par exemple). Il y a cet exemple de l'association de deux sinistrés aux personnalités « borderline » qui ont voulu se rendre utiles en ramassant les poubelles ensemble, choses « qu'ils n'auraient jamais fait en temps normal. »

L'émergence de leadership, l'apparition de figures de référence ou de leaders improvisés a permis une meilleure coordination de l'entraide. L'émergence de leadership et de vocations est souvent observée dans ces contextes, avec des individus qui prennent en charge des rôles de coordination et d'organisation³⁰. Parfois ces leaders émergents se découvrent un rôle qu'ils n'ont pas dans la vie normale.



Untel a pris les choses en main et a organisé les premiers secours. ”

La conscience de liens sociaux à long terme, c'est-à-dire la prise de conscience que durant cette longue reconstruction, « **on savait qu'on allait avoir besoin les uns des autres longtemps** ».

L'effet boule de neige, c'est-à-dire l'entraînement et l'exemplarité qui ont renforcé l'implication collective.



Voir tout le monde s'entraider, ça donnait du courage. ”

Les liens de solidarité familiaux ou amicaux préexistants, et les rôles (par exemple les élus) avant la catastrophe. Ce sont les relations interpersonnelles au sein de chaque village qui ont eu un rôle clé dans la coordination des efforts/dynamiques d'entraide. Les groupes ayant déjà des liens sociaux forts ont été plus réactifs dans l'organisation de l'aide. Dans ces territoires ruraux, la force réside dans les liens sociaux préexistants et le mode de vie « montagnard » affilié à un sens de la débrouillardise.

Le sentiment de communauté préexistant, ou le sentiment d'appartenance à un territoire commun (de « solidarité commune ») ressenti par les gens. Certains individus avaient déjà cette sensibilité à la solidarité avant la catastrophe, ce qui les a directement poussés à agir en faveur des autres. Cela inclut la conviction morale et le sens du devoir ou même ce sentiment de réciprocité potentielle.

³⁰ Nesse, S. (2022). The emergence of collective leadership during a terrorist attack: Dynamic role boundary transgressions as central in aligning efforts. *Journal of Leadership & Organizational Studies*, 29(4), 461-485.

Le renforcement de ce sentiment par l'épreuve commune. Ce sentiment de communauté a pu aussi naître pendant la crise. Les efforts collectifs ont renforcé les liens sociaux mais en ont aussi créé de nouveaux, autour notamment d'un phénomène « d'identité partagée » autour du vécu de la tempête. C'est un phénomène couramment observé lors d'une catastrophe : les personnes impliquées ayant vécu et partagé cette épreuve s'identifient au vécu de la crise, se sentent unies et partagent un sentiment d'appartenance commun que personne d'autre ne peut comprendre. Les chercheurs appellent ce phénomène l'identité partagée³¹. Cette dernière favorise les dynamiques d'entraide entre des personnes qui ne se connaissaient pas jusqu'à lors, et réduit le comportement de « panique ».



“ On est tous dans la même galère, si nous on a besoin d'aide pourquoi on n'irait pas en donner ailleurs ? C'est comme ça que ça marche. ”

Pour résumer, le déclenchement individuel d'un engagement d'entraide est un élément très profond et pas forcément lié à la préparation. Il peut être totalement spontanée, nouveau et improvisé. Il est le plus souvent mu par une nécessité qui découle d'un fort danger qui menace l'intégrité physique des personnes. Il est aussi clair que les liens avant la crise sont fondamentaux dans l'émergence de l'entraide en temps de crise. Nécessaire mais pas suffisants, donc. Et parfois, à l'inverse, les gens préparés peuvent ne rien faire de bien...

3.1.5. LE SENTIMENT DE JOIE ET LES EFFETS POSITIFS

Les témoignages pointent également vers un paradoxe souvent rencontré lors des catastrophes : le fait de ressentir une joie profonde malgré la détresse.

Cela peut s'expliquer par le fait que le sentiment de solidarité est perçu comme un soutien essentiel et renforce les liens entre voisins et entre habitants de différents villages. Dans l'épreuve, il y a une réduction des barrières sociales et **un sentiment que tout le monde est à égalité** face à la catastrophe, comme si « on était tous dans le même bateau ». Il y a aussi la **satisfaction de s'engager** (même temporairement) et d'apporter de l'aide, ou celle de voir **un élan de partage et d'engagement collectif**, le fait de **ressentir de la fierté** de faire partie d'un collectif solidaire, le sentiment d'être utile et d'y trouver du sens, d'avoir été reconnu, de vivre une connexion humaine forte, ou simplement de faire la fête.

L'autrice Rebecca Solnit, dans son livre *Un paradis en enfer*, analyse quelques cas très célèbres et bien documentés de catastrophes (l'incendie de San Francisco en 1906, l'ouragan Katrina en 2005, les attentats du 11 septembre au World Trade Center, etc.) et cite de nombreux cas de joie extrême et profonde marquant à vie les rescapés³².

³¹ Drury, J., Cocking, C., & Reicher, S. (2009). Everyone for themselves? A comparative study of crowd solidarity among emergency survivors. *British Journal of Social Psychology*, 48(3), 487-507.

Drury, J., Cocking, C., Reicher, S., Burton, A., Schofield, D., Hardwick, A., Graham, D., & Langston, P. (2009). Cooperation versus competition in a mass emergency evacuation : A new laboratory simulation and a new theoretical model. *Behavior Research Methods*, 41(3), 957-970. <https://doi.org/10.3758/BRM.41.3.957>

Drury, J. (2018). The role of social identity processes in mass emergency behaviour: An integrative review. *European review of social psychology*, 29(1), 38-81.

³² Solnit, R. *op. cit.*

“ On s'est coordonné aussi pour faire des repas communs au lieu de chacun vider nos bouteilles de gaz. Il y a eu des trucs géniaux à Saorge, c'est qu'il y avait plein de gens qui avaient des congélateurs remplis de trucs de folie. Donc en fait, on a fait genre... trois jours de barbecues. C'était paradoxal. On était tous un peu atterrés, un peu sous le coup du choc et on était en pleine orgie, tu vois, mais vraiment, j'avais l'impression d'être au banquet dans Astérix et Obélix. ”

3.1.6. LA PLACE DES FEMMES DANS L'ENTRAIDE

Certaines femmes ont eu des postes officiels clés dans la gestion de crise et la reconstruction (par exemple cheffe des pompiers, responsable de la reconstruction des routes, la cheffe des services de santé, première adjointe de Breil, etc.).

“ Beaucoup de femmes ont pris en charge l'organisation de la cantine solidaire. ”

De même, beaucoup de citoyennes ont été très impliquées comme entraïdantes dans la réponse spontanée (soutien psychologique, logistique, gestion des stocks, etc.). Mais ces dernières agissaient principalement dans la sphère privée ou en deuxième ligne, dans les hôpitaux et dans d'autres structures du *Care* – c'est-à-dire dans les soins apportés aux personnes et à l'environnement – et de ce fait ont été moins visibles dans les lieux publics de gestion de crise.

Cette invisibilisation des femmes dans l'entraide ou dans la reconstruction après une catastrophe a été étudiée par l'architecte et sociologue Anouk Migeon, habitante de la vallée qui a vécu la tempête Alex. Plus précisément, la chercheuse a analysé la visibilité médiatique et politique des contributions des femmes pendant la phase d'urgence et pendant la reconstruction, et montre une double invisibilisation : d'une part, les activités de care sont peu reconnues, et d'autre part, les contributions féminines le sont encore moins³³.

Cette invisibilisation est renforcée par des stéréotypes de genre et des structures sociales qui limitent la mobilité et la participation des femmes à des projets de plus grande envergure. Enfin, les médias ont tendance à rendre visibles les actions des hommes, reléguant au second plan le rôle crucial des femmes dans la gestion de crise. Dans une étude, Anouk Migeon a recensé toutes les photos de presse de la catastrophe, montrant que la plupart des personnes montrées à l'image étaient... des hommes.

A côté de cela, les femmes sont les plus durement touchées car elles font partie des groupes les plus vulnérables de la société, sociales et économiquement. Il est largement admis que les catastrophes frappent les populations de façon inégale et révèle des discriminations systémiques.

Pour Anouk Migeon, « les capacités des femmes à anticiper, survivre et répondre aux risques sont limitées par leur incapacité à exercer leurs droits fondamentaux, leur insécurité

³³ Migeon, A. « La double invisibilisation du care réalisé par les femmes en situation de post-catastrophe climatique : l'exemple de la vallée de la Roya ». *GéoProximitéS*, 2, 2024.

économique, la non-reconnaissance du droit à la propriété des terres, les restrictions à leur autonomie et à leur expression politique. Toutefois, si ce constat est partagé par de nombreuses institutions, il est peu suivi d'effets lors des actions de reconstruction. Le cas de la tempête Alex n'a pas fait exception sur ce point. »

Pour contrer cette marginalisation, la chercheuse propose de reconnaître et de valoriser les pratiques collectives de care menées par les femmes comme des actes contestataires et subversifs. Cette reconnaissance est essentielle pour réduire les inégalités de genre et renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes.

3.2. LES DYNAMIQUES DE L'ENTRAIDE

À la section précédente, nous avons distingué deux types d'entraide : celle spontanée, dite « primaire », et celle plus organisée et plus spécialisée, dite « secondaire ». Les deux peuvent se placer dans un cadre dynamique, l'une précédant l'autre, avec un recoupement possible. Nous commençons donc cette section sur les dynamiques suivant un cadre séquentiel, puis analysons le rôle de la communication, les disparités géographiques et les facteurs de disparition et de pérennisation de l'entraide.

3.2.1. LA SÉQUENCE DE L'ENTRAIDE

Après la catastrophe, la situation ne cesse d'évoluer : les urgences et les tâches les plus faciles étant prises en charge prioritairement, il reste au fil du temps les dégâts les plus importants et les tâches les plus difficiles. Progressivement, les besoins du territoire sont identifiés, et on voit logiquement les gens se spécialiser dans certaines tâches.

Dans les premiers instants et les premiers jours, **l'entraide « primaire » ou « spontanée »** a été massive et naturellement désorganisée. C'était une réaction locale à une urgence humanitaire vitale. Elle est assez vite retombée. En effet, prolonger ce type d'entraide primaire avec autant d'intensité est difficile pour deux raisons : d'abord parce que l'urgence vitale disparaît, et ensuite parce que les niveaux de stress sont trop élevés (les gens se fatiguent). Certaines motivations disparaissent et les tensions apparaissent ou réapparaissent.

Il y a vraisemblablement une évolution des besoins et une inévitable reconfiguration des pratiques d'entraide. Les témoignages montrent l'apparition de chantiers plus collectifs et de tâches plus spécialisées, vers une sorte de montée en compétence. En effet, l'identification et la priorisation des actions optimisent progressivement l'efficacité de l'aide et de l'entraide, ainsi que la coordination. On parle alors **d'entraide « secondaire » ou « structurée »**.

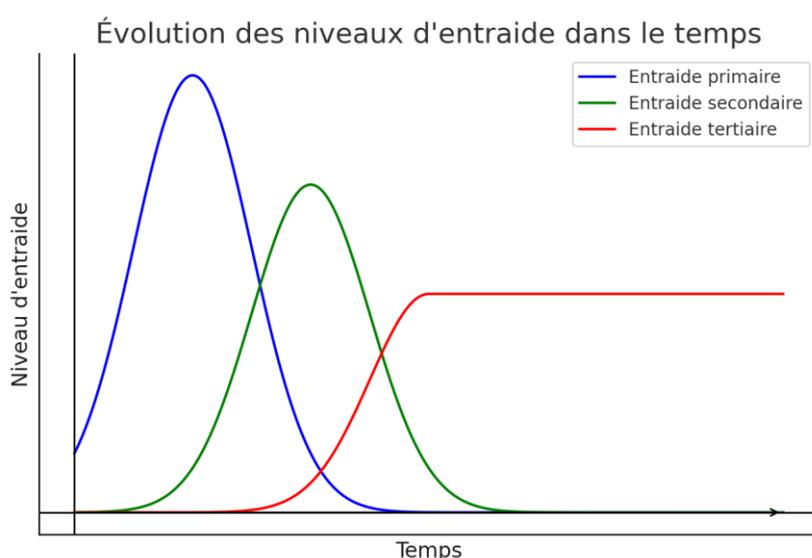


Les premiers jours, c'était chaotique, mais rapidement, on a mis en place un roulement.

Dans un troisième temps, certains collectifs d'entraide arrivent à se structurer et s'institutionnalisent (par exemple en se constituant en associations), ce qui permet de faire perdurer une entraide à moyen ou long terme, dirigée vers d'autres crises ailleurs que dans la vallée, ou vers la reconstruction à long terme de la vallée, mais sans lien avec l'élan d'urgence originelle de la crise. On parlera alors d'**entraide « tertiaire » ou « institutionnalisée »**.

Ainsi, à long terme, après une crise, l'entraide oscille entre structure et rupture.

3.2.2. LE RÔLE DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS



Les habitants, acteurs de l'information, surtout grâce aux réseaux sociaux

Un travail de communication essentiel a été porté par des citoyens engagés, entre certains qui sont partis chercher du réseau en voiture pour prévenir les médias, et d'autres qui ont organisé la couverture médiatique sur les réseaux sociaux, ou d'autres encore qui ont joué le rôle d'interface pour

les médias afin que les interviews ne gênent pas les opérations de secours.

Au début, l'absence de canaux institutionnels clairs a contraint les habitants à organiser eux-mêmes la communication. Il faut donc souligner le rôle prépondérant et structurant des réseaux sociaux dans la réponse à la crise, en particulier *Facebook* (nous y reviendrons dans la section consacrée à l'arrivée massive d'aide citoyenne extérieure). Les réseaux sociaux ont joué un rôle clé comme catalyseurs de l'entraide, pour les appels aux dons, dans la coordination des secours et la mobilisation des bénévoles. Ils ont aussi permis l'arrivée de journalistes, et une meilleure gestion de l'improvisation. Beaucoup d'habitants considèrent même que les réseaux sociaux ont été le principal canal de communication de l'entraide !

Certains ont même créé une application pour faciliter la gestion de crise³⁴. L'application a mis en lien bénévoles et particuliers pour faciliter la gestion des bénévoles et des chantiers.

Nous analysons dans la suite de cette section les difficultés de communication qui ont pu affecter la gestion de crise.

³⁴ « Il y avait une application qui s'appelait 'Aide une vallée'. Elle permettait de recenser les demandes et les propositions d'aide. Mais elle n'existe plus. »

Un manque d'informations officielles et de coordination des messages

Nous avons vu que les failles de communication ont rendu plus difficile la réponse à l'urgence. D'un point de vue plus technique, la coupure du réseau GSM pendant plusieurs jours a compliqué la diffusion d'informations, empêchant les sinistrés de se coordonner, de recevoir de l'aide ou de savoir où en chercher. Le manque de directives claires et l'information éparse et peu fiable ont rendu difficile l'accès aux ressources pour les sinistrés. De plus, l'absence d'informations officielles claires a contribué à l'angoisse des sinistrés.

“ Les gens ne savaient pas vers qui se tourner. Une fois c'était sur Facebook, une fois c'était nulle part. ”

Des rumeurs et un manque de transparence

L'entraide a été parfois entravée par des difficultés de communication, certaines personnes étant accusées d'avoir « fait barrage » au niveau de la circulation de l'information, là où un certain nombre d'habitants auraient préféré davantage de transparence, de coopération et d'horizontalité dans les pratiques mises en place ou proposées.

De plus, comme dans beaucoup de cas reportés dans d'autres catastrophes, des fausses rumeurs (liés aux conflits préexistants) semblent avoir joué un rôle négatif dans la prosocialité et la gestion de la crise, mais cet effet est difficile à mesurer et diffère selon les territoires. Notre étude ne permet pas de tirer des conclusions claires sur cette question. Les rumeurs concernent surtout les informations sur les autres villages (ce qui est logique, l'information ayant plus de mal à circuler, ajouté à une certaine rivalité). Par exemple la ville de Breil, en bas de la vallée, était le point d'entrée des dons et de l'aide, et a dû faire face aux surplus, alors qu'en amont de la vallée, il y a plutôt eu des problèmes de pénuries. Entre les deux, il y avait un manque de transparence et de compréhension de la manière dont étaient réparties les denrées.

“ On entendait tout et n'importe quoi sur Facebook, ça a rajouté au stress. ”

Une collaboration difficile entre mairies et citoyens

Plusieurs personnes reportent des difficultés de circulation de l'information entre les mairies et les citoyens. Les autorités locales ont parfois ignoré ou minimisé les efforts citoyens ; il y a eu des difficultés à faire remonter les besoins urgents auprès des pouvoirs publics.

Une aide massive mais mal ciblée à cause des médias

L'élan de générosité venu de l'extérieur a été décuplé par l'effet médiatique. Mais il n'a pas toujours été bien dirigé. Les informations sur les besoins des sinistrés circulaient mal, et les dons n'ont pas été bien ajustés.

Des inégalités dans la couverture médiatique entre les villages

L'intervention médiatique a clairement été un important levier pour l'obtention d'aides, mais a parfois généré des inégalités entre les zones sinistrées. Les zones les plus visibles ont reçu plus d'aide que les autres, causant des frustrations.

Certaines réticences envers les médias (au début)

Il y a également eu de la méfiance des habitants envers la présence des médias, perçus comme intrusifs. Certains journalistes n'ont même pas été accueillis, accusés de faire du sensationnalisme.

Le rôle des associations dans la communication

Le rôle des associations et réseaux citoyens a été un soutien important et structurant mais il est resté peu coordonné. Ainsi, la multiplication des canaux a paradoxalement permis une meilleure communication mais a aussi créé des dispersions d'efforts.

3.2.3. DISPARITÉS DANS L'AIDE ET L'ENTRAIDE SELON LA LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE

L'analyse de la gestion de crise à la Roya ne peut faire l'économie du facteur géographique. En effet, la configuration géographique et sociale de la vallée a grandement influencé les flux de personnes, d'informations et de marchandises. **Le principal gradient est l'axe amont-aval.**

Breil-sur-Roya, situé plus bas dans la vallée, a bénéficié plus rapidement des secours. En altitude, Tende et La Brigue ont été isolés pendant plusieurs jours, voire semaines, sans aide extérieure immédiate. Cette différence d'accessibilité s'est transformée en inégalité dans l'entraide et la distribution de l'aide.

Les dynamiques de villages ont différé en termes de besoins, d'autonomie et d'auto-organisation. Globalement, on peut dire que l'absence de communication, la coupure des axes de transport et les tensions passées entre villages ont rendu la gestion de crise et l'entraide plus compliquées.

De plus, dans le haut de la vallée, les villages (Tende, La Brigue, St Dalmas) ont souffert d'un manque d'approvisionnement de l'aide alors que dans le bas (Breil), il y a eu des problèmes de surplus. La centralisation de l'aide à Breil a créé des frustrations dans les villages plus éloignés. Effet boule de neige, la gestion des dons ayant été chaotique, cela a pu renforcer certaines tensions.



Il n'y avait pas de communication entre les villages, c'étaient des réalités totalement différentes avec des besoins différents et il y avait des fois huit fois la même initiative pour faire la même chose. ”

Ainsi, l'altitude et l'isolement géographique ont fortement influencé la répartition de l'aide et la capacité des sinistrés à s'organiser, et par conséquent les dynamiques d'entraide. La gestion

chaotique des dons et des ressources a aggravé des tensions entre les villages, certains se sentant oubliés. Ces disparités géographiques ont joué un rôle clé dans la perception de la crise et dans les difficultés à reconstruire après la catastrophe.

3.2.4. FACTEURS DE DISPARITION DE L'ENTRAIDE

Nous avons vu plus haut les différents facteurs qui ont favorisé ou empêché l'entraide d'*apparaître* durant la catastrophe. Dans cette section, nous repérons et classons les facteurs individuels et collectifs qui ont participé la stabilisation et à disparition de cette force. Commençons par les facteurs inhibiteurs.

Le plus grand effet d'inhibition de cette « solidarité de la crise », semble être précisément... la fin de cet état de crise. Cela s'est traduit par une diminution progressive des efforts d'entraide et par une reprise des anciennes habitudes. On pourrait l'appeler **l'effet « retour à la normale »**. Il se traduit par la diminution progressive de l'engagement des bénévoles et des habitants dans des actes d'aide et d'entraide, la reprise des logiques économiques et administratives classiques, ainsi qu'une forme de passivité sociale.



On s'est retrouvés à quelques-uns à continuer les chantiers, mais il y avait beaucoup moins de monde. C'était comme si, d'un coup, ça n'intéressait plus personne. ”

Un autre facteur a été la fin de l'aide, c'est-à-dire le départ des bénévoles extérieurs d'une part, et le départ de l'aide institutionnelle, qui apportaient de l'activité à la vallée et lui conférait un statut de situation exceptionnelle.

Au début, l'économie a fonctionné grâce aux nombreux ouvriers et bénévoles présents dans la région, puis il y a eu une **chute brutale de l'activité économique** après le départ des bénévoles et des ouvriers en charge de la reconstruction.

La période d'entraide intense a été minée par **les inégalités sociales et les tensions locales** : le manque de critères officiels qui alimente les discriminations dans l'aide, la triche et le vol, ou simplement les engueulades. Globalement, la perception d'injustices dans la distribution de l'aide a créé des frustrations et un climat défavorable à l'entraide.

En plus des tensions, **l'épuisement moral et physique** des bénévoles et des habitants a clairement joué un rôle inhibiteur, décourageant les personnes les plus investies et rendant difficile la poursuite de ces dynamiques sur le long terme. Cela peut tenir juste de la fatigue pure, mais aussi de l'inconstance de certains, ou encore d'un manque de soutien structuré.



Au début, c'était exaltant, il y avait une énergie de dingue. Mais au bout de plusieurs mois, tu sens la fatigue. On n'en pouvait plus. ”

Un autre facteur est la **désillusion et la frustration ressenties face aux décisions institutionnelles**. On se trouve ici dans la catégorie des liens de confiance verticaux entre les

habitants et le pouvoir, qui sont de plusieurs ordres : cela peut inclure l'interdiction signifiée aux habitants par les secours officiels de participer à la gestion de crise, des désaccords sur la reconstruction entre citoyens et institutions, ou le retour des divisions politiques et sociales. Il y a aussi la question du manque de reconnaissance du travail accompli par les sinistrés et bénévoles de la part des institutions (nous y reviendrons dans la section 3.3).

La disparition de l'entraide s'explique donc en grande partie par la sortie de la crise à proprement parler, c'est-à-dire une diminution des besoins et une non-reconfiguration vers l'après-crise ou vers l'extérieur. Cela conforte l'idée que l'entraide est une force, un flux, qu'il faut entretenir, et qui se nourrit d'une certaine nécessité, souvent alimentée par le sentiment d'urgence.

3.2.5. FACTEURS DE PÉRENNISATION DE L'ENTRAIDE

Avec la diminution du sentiment d'urgence et de crise, nous avons vu que les niveaux d'entraide peinaient à se maintenir. Il semble que la seule manière de perpétuer cette entraide semble être à travers la constitution de collectifs et d'associations pérennes, dont les objectifs sont soit de se concentrer sur la suite de la crise elle-même (= la reconstruction du territoire), soit d'appliquer leur « méthode » de gestion de crise à d'autres territoires en crise.

Ce fut le cas, par exemple, des **Mission Trekkeurs**, des guides de montagne qui, grâce à leurs compétences en randonnée, ont été faire la tournée des zones difficiles d'accès pour y apporter de l'aide ou simplement vérifier si tout allait bien. L'association continue aujourd'hui et intervient dans d'autres crises.

Ce fut le cas aussi de l'association **Aide aux sinistrés** qui a organisé des actions sur le terrain, aide à la reconstruction des infrastructures, des habitations privées, etc., et aussi du collectif **Remontons la Roya** qui s'est spécialisé dans les enjeux de reconstruction du territoire.

Ainsi, plusieurs collectifs informels se sont rapidement formés pendant la crise, souvent organisés autour de groupes de voisins ou d'amis. Ces collectifs ont joué un rôle crucial dans la réponse aux besoins immédiats des sinistrés, en palliant à l'absence d'aide institutionnelle. Ils ont aussi parfois servi de relais d'information et de coordination, facilitant ainsi la communication entre les habitants et les acteurs extérieurs.

Tous ces collectifs/associations ne sont cependant pas issus du territoire. Par exemple, l'initiative des **Weekends Solidaires** (WES) a été montée par un habitant de Nice et a réuni de nombreux bénévoles pour des chantiers collectifs. Cette association a réalisé de nombreux travaux et continue encore 4 ans après la tempête. L'association a continué ses activités dans d'autres terrains de catastrophe (Allemagne, Valence, etc.)



Au début, ça a été spontanément par les gens eux-mêmes, avant les Week-ends Solidaires. ”

La solidarité qui a émergé suite à la tempête Alex a pu donner un nouvel élan à une partie de l'activité économique de la vallée. L'association *Lo Recampum* à La Brigue (La Manufacture de la Roya) est un autre exemple d'effet durable de cet élan d'entraide né de la catastrophe. Créée il y a plus de 20 ans pour valoriser le bois local, elle s'installe en 2011 dans des locaux à La Brigue autour d'une scierie, puis avec la tempête Alex, grâce à un élan de solidarité et de motivation, elle

a investi de nouveaux locaux, acheté de nouvelles machines (en répondant à un appel à projet) et élargit ses activités à la laine et la pierre.

« Les associations fonctionnaient auparavant en autarcie, sans lien direct avec la population locale. Elles ont démontré leur utilité pendant la gestion de la crise post-tempête ainsi que leur capacité à chercher et à trouver des solutions pour le devenir de notre vallée. L'association Lo Recampum a ainsi proposé dans le cadre de la concertation un projet d'extension de ses activités. Sur cette base, la commune de La Brigue, propriétaire du site, et l'association se sont rapprochés pour co-construire pendant plusieurs mois un projet qui vise à développer l'activité économique de la vallée autour des filières laine, pierre et bois, à promouvoir les savoir-faire locaux, l'écoconstruction et agir pour la préservation du patrimoine paysager. » Maire de La Brigue, cité par le rapport Pelletier

3.3. LES ARTICULATIONS ENTRE ACTEURS DE L'AIDE ET DE L'ENTRAIDE

Trois grands types d'acteurs ont joué un rôle dans la gestion de la crise : les citoyens/sinistrés de la vallée, les citoyens venant de l'extérieur, et les institutions. Nous avons traité dans les sections précédentes des phénomènes d'entraide entre citoyens. Dans cette section, nous analysons ce mouvement massif d'**aide spontanée** venue de l'extérieur, ainsi que la réponse institutionnelle, que nous pouvons aussi qualifier d'**aide** (et non d'entraide).

3.3.1. UNE AIDE POPULAIRE EXTÉRIEURE MASSIVE

Une caractéristique essentielle de la gestion de crise dans la Roya a été l'afflux massif et spontané de gens venus aider des vallées voisines, de la côte et de toute la France. Des milliers de bénévoles et d'associations se sont mobilisés rapidement pour apporter de l'aide matérielle et humaine.

Le dimanche matin (lorsque les secours parviennent enfin à accéder à la vallée) constitue le point de départ d'une période caractérisée par un afflux massif de dons et de bénévoles en provenance de l'extérieur. La solidarité locale, l'entraide, est déjà fortement présente sur place car les habitants se sont mis en action et saisis de l'urgence de la situation.

Le rôle des réseaux sociaux, de certaines associations et des médias a été déterminant dans l'explosion de l'aide spontanée (en marchandise, en argent, en main d'œuvre). Les appels à l'aide ont été amplifiés par Facebook, Twitter et autres plateformes, permettant une arrivée massive de bénévoles.



On s'est senti très seuls jusqu'au dimanche midi. Le dimanche après-midi, ici, c'était noir de monde. Qu'est-ce qu'on leur faisait faire à tous ces gens ? ”

L'arrivée de cette aide citoyenne massive a été chaotique. Elle a posé de nombreux défis de gestion et de coordination des actions aux personnes déjà sur place. Personne n'était prêt. L'organisation a donc été improvisée par des bénévoles, des associations locales et des élus locaux qui n'avaient pas été formés à cela. Des structures informelles et des solutions *ad hoc* ont alors émergé pour organiser les distributions et coordonner les efforts du mieux possible.

La plus grande difficulté a été la **quantité trop importante d'aide reçue**. La mobilisation a dépassé les besoins immédiats et la capacité à traiter les flux, entraînant un surplus de dons difficile à gérer. A cause du flux trop important d'aide extérieure, les élus (avec la cellule de crise) ont mis en place un barrage de gendarmes au col de Sospel pour filtrer (vérifier les coffres) et limiter les arrivées sur le territoire. Des acteurs humanitaires comme le Secours Populaire ont cherché à structurer l'aide sur le long terme, anticipant l'essoufflement de la mobilisation.

Comme nous l'avons vu, des inégalités perçues dans l'attribution des ressources ont généré des conflits. Des critiques sur la gestion locale de l'aide ont émergé, avec des soupçons de vol ou de favoritisme. Des tensions ont aussi existé avec les autorités locales et nationales sur la logistique et l'organisation de l'aide, par exemple des cheminots italiens qui voulaient livrer de la nourriture rapidement, mais il a fallu qu'ils attendent 10 à 15 jours pour qu'ils puissent envoyer des spécialistes qui regardent si la voie ferrée était en bon état !

Après quelques semaines, le nombre de bénévoles sur le territoire a fortement diminué. Il y a eu un épuisement progressif et un retrait de l'aide extérieure, laissant les habitants presque seuls face à une reconstruction de long terme.

Ces acteurs non-institutionnels qui sont venus aider ont joué un rôle vital dans les efforts de secours et de reconstruction. Mais la quantité d'aide et son absence de structuration a généré beaucoup de problèmes et a rendu difficile l'intégration à des cadres plus conventionnels de gestion de crise.

3.3.2. L'AIDE INSTITUTIONNELLE LOCALE AU SECOURS DE LA POPULATION

Dans la vallée de la Roya, l'aide institutionnelle locale (les nombreux secours professionnels déjà sur place) s'est révélée d'une efficacité remarquable dès les premières heures de la catastrophe. Les pompiers, déjà en état d'alerte depuis le vendredi, ont été mobilisés aussi rapidement que les citoyens, illustrant la simultanéité d'action entre société civile et services publics locaux. Cette co-présence immédiate, souvent invisible dans les récits officiels, a pourtant été essentielle : ici, les acteurs institutionnels n'étaient pas des renforts extérieurs arrivés en décalé, mais des habitants eux-mêmes, à la fois professionnels et victimes, agissant avec leurs compétences et leur ancrage territorial. Cette proximité a permis une coordination intuitive, presque organique, entre élus, services de secours, citoyens et entreprises locales.

L'un des éléments marquants fut justement la porosité entre statuts : pompiers, élus, volontaires, entreprises de BTP... tous se sont retrouvés sur le même terrain, souvent sans moyens de

communication extérieurs. L'exemple du maire négociant directement avec un gymnase pour y stocker des dons, ou encore de la cantine improvisée pour nourrir les volontaires, illustre cette gestion pragmatique, multiacteurs, et résolument locale. Dans un pays où les chaînes institutionnelles sont généralement bien huilées, la Roya a montré ce qu'il se passe quand ces chaînes sont rompues par l'isolement : ce sont les acteurs de terrain qui prennent le relais, dans un flou fertile entre formel et informel, entre autorité publique et entraide citoyenne.

Enfin, l'une des spécificités de cette crise a été la tension entre réponse locale et la reprise en main par les niveaux métropolitain ou national. Dans les deux premières semaines, les entreprises locales de BTP ont spontanément dégagé les routes, mettant à disposition leurs bulldozers. Mais très vite, des appels d'offres extérieurs sont venus introduire une logique concurrentielle qui a parfois mis à mal la dynamique d'entraide initiale. Cette compétition entre acteurs extérieurs et ceux de la vallée a révélé les limites d'une réponse centralisée face à des territoires où l'autonomie, la confiance mutuelle et la rapidité de réaction s'étaient déjà installées. Ils sont à la fois acteurs et victimes, professionnels et citoyens !

3.3.3. L'AIDE INSTITUTIONNELLE EXTÉRIEURE AU SECOURS DE LA POPULATION

La particularité de la tempête Alex est d'avoir plongé la vallée de la Roya dans un exceptionnel isolement pendant 24 h, rendant impossible toute réponse des secours extérieurs (par rapport aux vallées voisines, plus accessibles et où la tempête a eu lieu la journée).

Toutefois, même si la réponse institutionnelle n'a pas pu arriver immédiatement, il faut souligner qu'elle est arrivée assez rapidement (en quelques heures), et qu'elle a été puissante et efficace durant des semaines, et même des mois en ce qui concerne la reconstruction³⁵. Selon le Maire de La Brigue, cité par le rapport Pelletier³⁶ : « *L'État, la Région, le Département, la Communauté d'agglomération de la Riviera française, la Principauté de Monaco, les entreprises locales, les associations et bien d'autres se sont impliqués très rapidement dans l'aide et les secours.* ». Par exemple, Engie est arrivé très vite, et 3 ou 4 jours après la tempête, il y avait déjà des générateurs de tailles diverses installés à différents endroits de la vallée. Engie possède des équipes d'urgence, et ces dernières ont été aidées par d'autres salariés qui ont fait sauter leur week-ends pour venir aider les collègues.

3.3.4. LES DIFFÉRENTS TYPES D'AIDE

On distingue dans cette crise trois types d'aide de la part des acteurs institutionnels (locaux et extérieurs) : les actions de secours, les actions de coordination, et les financements.

³⁵ La Communauté d'Agglomération de la Riviera Française de Menton a offert un soutien institutionnel, notamment en matière de logistique et de coordination régionale. Elle a pris en charge certains contrats municipaux et a soutenu les activités de la DZ qui constituait le plus grand espace de gestion des dons et du matériel nécessaire à la reconstruction de la vallée. Elle a initié le recrutement d'un logisticien spécialement dédié à la gestion de cette zone. Des ressources ont été mobilisées à l'échelle nationale, notamment en ce qui concerne les secours et services d'urgence nationaux. Des fonds ont été alloués et des ressources matérielles mises à disposition. Un préfet 'tempête', Xavier Pelletier, a aussi été nommé. Le président s'est aussi rendu en visite sur le territoire.

³⁶ Rapport « Catastrophes climatiques et résilience territoriale. Les vallées des Alpes-Maritimes après la tempête Alex » de la Fondation Jean-Jaurès, 2023, p 58.

1. Les actions de secours

Distribution de nourriture et d'eau : de la nourriture (par exemple des milliers de baguettes de pain) a été acheminée par hélicoptère vers les villages isolés (Tende, La Brigue). La SNCF a affrété des trains pour livrer des palettes d'eau potable, tandis que la communauté d'agglomération a fourni des stocks d'eau en bouteilles.

Aide matérielle : fourniture et distribution de vêtements, électroménager et meubles aux sinistrés. Des véhicules municipaux ont été mis à disposition pour le transport. Les personnes âgées ont bénéficié de distributions de bois de chauffage, de denrées et d'articles de première nécessité. Des hébergements temporaires ont été ouverts dans des bâtiments municipaux pour accueillir les sinistrés et les naufragés ferroviaires. Acheminement de carburant et de groupes électrogènes pour garantir le fonctionnement des services essentiels et des infrastructures de secours.

Remise en place des réseaux : sur Breil, dès le samedi 3 octobre, des groupes électrogènes sont mis en place (par hélicoptère) dans les villages isolés. Les réseaux de téléphonie et d'électricité reviennent progressivement le samedi et le dimanche. À Tende, les réseaux téléphoniques et électriques sont rétablis au bout de trois jours, tandis que l'alimentation en eau est remise en place au bout d'un mois.

Opérations de déblaiement : interventions conjointes des pompiers, militaires et bénévoles pour dégager routes et habitations ensevelies sous la boue. Des engins lourds ont été utilisés pour restaurer la circulation et permettre l'acheminement de l'aide.

Aide médicale et psychologique : secours des blessés, déploiement d'équipes de soins d'urgence (médecins, infirmiers, psychologues) pour assurer le suivi des blessés et des personnes en détresse psychologique. Organisation d'évacuations sanitaires par hélicoptère. Les Cellules d'Urgence Médico-psychologiques (CUMP) ont également été déployées³⁷.

2. Les actions de coordination

Les opérations ont également nécessité une structuration progressive des interventions. Il y a donc eu un travail de coordination de la part des secours professionnels, à plusieurs niveaux :

Mise en place de cellules de crise : coordination entre les pompiers, gendarmes, forces de secours, municipalités et autorités préfectorales pour répartir les moyens humains et matériels. L'état-major de crise a organisé des réunions régulières pour centraliser les besoins et planifier les interventions.

Structuration du centre logistique : un gymnase a été transformé en plateforme de tri et de distribution des dons. La gestion des stocks a été assurée par des volontaires désignés, avec une spécialisation progressive des tâches (réception, tri, préparation des palettes, distribution).

Planification des acheminements : l'évacuation des denrées s'est organisée via différents moyens (hélicoptères, trains, véhicules municipaux), avec une priorisation en fonction des stocks et des besoins des villages les plus isolés.

Encadrement des bénévoles : organisation des équipes en fonction des capacités et disponibilités des volontaires. Identification des responsables de secteurs pour garantir une continuité de service et éviter la désorganisation.

³⁷ <https://urls.fr/quSoDK> et <https://urls.fr/zpGcRg>

Gestion des informations et communication avec la population : mise en place de canaux d'information pour informer les habitants des horaires d'ouverture des points de distribution et de la disponibilité des aides.

Concertation avec les associations locales et nationales : collaboration entre la mairie, Emmaüs, le Secours Populaire, la Croix-Rouge et d'autres ONG pour structurer l'aide humanitaire et éviter la redondance des efforts.

3. Les actions de financement

Enfin, il y a eu de l'aide sous forme de financements des opérations de sauvetage et de la reconstruction :

Soutien aux associations en charge de chantiers de reconstruction : des fonds ont été alloués pour financer l'achat d'outils et de matériaux nécessaires aux Week-ends Solidaires et aux missions de bénévoles engagés dans la réhabilitation des habitations et infrastructures.

Financements publics et contraintes administratives : des aides financières ont été annoncées par l'État et les collectivités territoriales, mais des retards et des lourdeurs administratives ont freiné leur déploiement. Certaines subventions étaient conditionnées à l'embauche de personnel extérieur, excluant de fait les sinistrés locaux de ces dispositifs.

Concertation publique et plaidoyer : des initiatives ont été lancées pour identifier les besoins à long terme et documenter les carences des dispositifs institutionnels. Un travail de plaidoyer a été amorcé afin d'obtenir un soutien plus structuré et durable.

Mobilisation des dons privés et associatifs : Emmaüs France a joué un rôle clé en lançant un appel aux dons, permettant de récolter des sommes importantes redistribuées aux acteurs locaux sous forme d'aides directes ou d'achats de matériel.

3.3.5. LES PROBLÈMES, DÉFAILLANCES ET LIMITES DE L'AIDE

Les discours ont relevé certaines défaillances de l'aide. Les principales lacunes ont été de cinq ordres :

Tout d'abord, plusieurs discours insistent sur le **manque de coordination initiale** d'une part des secours d'urgence, et d'autre part de l'organisation humanitaire. Sans l'excuser, il faut souligner que cette désorganisation est logique au regard de la difficulté d'accès à la zone sinistrée et du côté exceptionnel de la catastrophe. On ne peut donc que se contenter de souligner l'absence de préparation à *des évènements exceptionnels*.

Plusieurs témoignages soulignent **l'absence de pilotage clair et centralisé** des opérations de secours et de distribution des aides : multiplication des initiatives isolées, absence d'une hiérarchie claire dans les actions de terrain, arrivée tardive d'un coordinateur de la préfecture pour structurer l'action des secours (pompiers, militaires, gendarmes), pompiers et forces de l'ordre présents en nombre mais en attente de directives précises, actions dispersées sans mission claire assignée aux différentes équipes de secours, envoi d'une aide humanitaire non adaptée aux besoins réels des sinistrés (quantité excessive d'eau et de vêtements, manque de denrées alimentaires fraîches et de matériel de reconstruction), distribution désorganisée avec accumulation de stocks inutilisables et difficultés à acheminer l'aide là où elle était nécessaire.

Les secours ont eu des difficultés à ajuster leur aide aux réalités locales et aux besoins réels. La lourdeur administrative a parfois freiné l'efficacité des secours.



On croulait sous des vêtements inutiles alors qu'il nous fallait du carburant et de l'eau.”

Un autre point remarqué est le **manque d'accès à l'information et les lacunes de communication** avec la population, et entre la préfecture et les équipes opérationnelles : les habitants ne savaient pas où demander de l'aide ni quelles étaient les démarches à effectuer, des informations changeantes et contradictoires sur les ressources disponibles laissant certaines personnes dans l'ignorance (notamment concernant les routes praticables, les points de distribution et les aides financières), une certaine confusion dans les canaux de communication (Facebook, annonces locales, rumeurs, etc.), un manque de concertation avec les habitants, pas de consultation préalable des besoins réels des sinistrés avant l'arrivée massive des dons et des secours, et enfin (point qui revient souvent), des décisions prises par les institutions sans impliquer suffisamment la population locale.

Il y a également eu des **lacunes logistiques** : des difficultés à acheminer l'aide dans les zones les plus touchées, des délais importants dans la livraison des ressources en raison de l'état des routes et des problèmes d'acheminement aérien, un manque d'équipements adaptés pour le transport et la distribution (absence de véhicules adaptés, manque de personnel pour gérer la répartition), des difficultés flagrantes à gérer l'afflux massif d'aides matérielles et de bénévoles, un stockage chaotique des dons dans des lieux inadaptés (gymnases, bâtiments improvisés), un manque de tri efficace entraînant la perte ou le gaspillage de nombreuses ressources, des problèmes d'équité dans la distribution (certaines personnes profitant plus de l'aide que d'autres, pour des raisons obscures), des problèmes dans l'assignation des tâches aux bénévoles et aux professionnels, un manque de formation et de structure dans l'organisation des bénévoles, une absence de gestion efficace des compétences des volontaires, des interventions désordonnées, nécessitant plusieurs semaines pour établir une organisation plus rigoureuse.

Toutes ces lacunes s'expliquent par **l'absence de compétences humanitaires de base** des secours et de la population. Les témoignages montrent bien qu'on était loin d'avoir atteint les standards humanitaires internationaux, par exemple sur la qualité de la nourriture donnée aux sinistrés (pas du tout équilibrée, loin des besoins de base, etc.), ou sur les critères de décision de l'aide (identification des besoins et des priorités). Les reproches se sont tournés surtout vers les acteurs municipaux qui bien qu'impliqués en tant qu'individus et dans des dynamiques bénévoles auraient parfois usé de leurs statuts pour exclure des habitants, refuser de déléguer, oublié certaines personnes ou favorisé d'autres. Ces problèmes sont connus de l'aide humanitaire et résultent d'absence de critères de décision clairs. La clé étant de cibler les personnes dans le besoin, de centraliser les informations et d'y donner accès pour tous.

Tout se passe comme si la présence d'un bon système de secours (en France, c'est le cas) empêchait la mise en place préventive d'un système d'aide humanitaire, comme si les deux systèmes s'excluaient. L'exemple de la tempête Alex montre bien qu'ils doivent être complémentaires !

“ On avait une palette de quatre fois la table de confitures de fraises. Les gens, ici, ils font leur confiture ! Il n'y avait rien de frais. Nous, on avait les potes maraîchers qui se retrouvaient eux avec tous leurs produits à distribuer, mais qu'ils ne pouvaient pas écouler. ”

Nous avons également repéré des problèmes liés au **financement et à la lourdeur bureaucratique** : des procédures de financement inadaptées aux besoins d'urgence ; des aides financières longues à débloquer freinant la reconstruction et la prise en charge des sinistrés ; des contraintes administratives empêchant l'embauche locale (obligation d'embaucher en dehors de la zone sinistrée en raison des règles de financement) ; une absence de fonds directement accessibles aux sinistrés ; un retard dans l'attribution des aides publiques et une grande complexité des démarches administratives ; des difficultés pour les habitants à identifier les aides disponibles et à monter les dossiers nécessaires ; une inégalité dans la répartition des financements (certains sinistrés ont pu bénéficier d'aides matérielles et financières importantes tandis que d'autres, faute d'informations ou d'accès aux dispositifs, sont restés en situation précaire) ; et enfin un manque de transparence sur l'allocation des fonds et les critères d'attribution.

“ On a dû justifier nos besoins avec des dossiers alors qu'on était en pleine urgence. ”

Certains témoins ont également pointé des limites dans la **dynamique à long terme de l'aide**, et surtout son affaiblissement progressif. Le sentiment qui ressort est que l'aide s'est focalisée sur l'urgence mais a été insuffisante pour la reconstruction ; un manque d'un plan à long terme pour accompagner la réhabilitation économique et sociale de la vallée ; une absence de suivi sur le long terme de suivi psychologique (témoignage d'un départ précipité des équipes de santé mentale sans relais institutionnel ni évaluation des besoins persistants).

Et finalement, **un manque de préparation aux futures crises**, c'est-à-dire de réflexion structurelle sur l'amélioration des infrastructures pour éviter une catastrophe similaire à l'avenir. Il manque la constitution d'un plan de gestion de future crise efficace basé sur les erreurs constatées, ou s'il existe (nous n'en n'avons pas vu), il gagnerait à être connu !

Nous sommes face à un **double paradoxe de l'aide**.

1. Dans une crise, une certaine part de chaos est inévitable. Les lacunes de l'aide institutionnelle ont contribué à augmenter le niveau de chaos. Ainsi, elles ont donc probablement stimulé les dynamiques d'entraide (par nécessité). Cependant, et paradoxalement, elles ont aussi nuit au déploiement de ces mêmes dynamiques d'entraide citoyennes. **L'absence d'aide stimule et nuit à l'entraide.**

2. Le désastre de la tempête Alex a eu lieu dans un pays possédant des bonnes institutions de gestion de crise, performantes, préparées et techniquement au point. Cette bonne préparation des acteurs professionnels donne l'impression à la population qu'elle est protégée. Or, quand une situation exceptionnelle déborde du cadre, la population est paradoxalement d'autant plus vulnérable qu'elle avait confiance en la réponse institutionnelle. Voici donc le second paradoxe :

plus la réponse institutionnelle semble performante, moins la population se prépare, et donc plus elle est vulnérable (à des risques majeurs et exceptionnels). Autrement dit, de bons services professionnels de gestion de crise ne doivent pas donner l'impression à la population qu'ils peuvent tout gérer parfaitement. Aussi performante soit la réponse institutionnelle, la population doit toujours se sentir partie prenante et donc prévoir l'absence ou le retard de réponse institutionnelle.

La réponse de la Mairie de Breil et des élus.

Il faut souligner que l'aide apportée par les autorités locales dès les premiers instants de la catastrophe a été largement improvisée. À la mairie de Breil-Sur-Roya, par exemple, face à l'absence d'aide extérieure immédiate, les élus et fonctionnaires se sont mobilisés rapidement pour organiser une réponse et ouvrir une cellule de crise. Les premiers jours ont été marqués par l'action déterminée des autorités locales qui ont mobilisé toutes les ressources disponibles pour répondre aux besoins urgents des habitants en attendant l'arrivée des secours.

La communication est restée difficile en raison d'infrastructures endommagées, et les informations non centralisées, voire contradictoires, ont pu générer de la confusion. Malgré cela, une organisation a commencé à émerger autour d'une mairie qui coordonnait les efforts. Les agents municipaux se sont ainsi fortement impliqués dans la réponse à l'urgence (pas toujours sous ordre de la mairie) et ont mis rapidement en place des zones de stockage et de centralisation des ressources disponibles.

3.3.6. UN SENTIMENT D'IMPROVISATION

Il y a eu une perception paradoxale des secours de la part de la population. D'un côté une perception positive : des interviewés remercient les acteurs du secours pour leur investissement et leur efficacité. Mais d'un autre côté, une perception négative est restée, qualifiant les secours d'improvisés et de désorganisés. Ces deux sentiments s'expliquent et ne sont pas incompatibles.

Selon le Contrôleur général des sapeurs-pompiers des Alpes maritimes, René Dies, « *cette perception [d'improvisation] est erronée car les institutions sont impliquées depuis la phase d'anticipation. La perception de l'inorganisation est dû au "BLACKOUT" des voies de communications des vallées sinistrées rendant impossible la coordination. Impossible d'envoyer des renforts ou de recevoir des informations.* »³⁸ Ainsi, les secours ont bel et bien agi en mode dégradé de la phase « réflexe », mais ils sont ensuite passé à la phase « réfléchi » de soutien aux populations. Seulement, ce sentiment négatif s'est nourri ensuite du manque d'interaction entre les citoyens et les institutions.

³⁸ Ortiz Haro, David (2023), Gestion de crise et intégration des populations : l'élan solidaire qui perdure suite à la tempête Alex, in Risques Infos #46, 12/2023, Institut des risques majeurs, Grenoble, France, p.36-38

Une autre explication à ce jugement négatif est que durant cette première phase d'isolement, les élus et les secours n'étaient simplement pas formés à cette situation exceptionnelle. Il faut ici mettre en évidence la réactivité et l'implication de nombreux élus lors de cette phase d'isolement, tous investis d'une mission de service public. Ne sachant pas vraiment quoi faire, n'ayant pas été préparés, ils et elles ont pris des fonctions *ad hoc* qu'exigeait la situation (gestion des stocks, communiqués de presse, coordination des tâches, ouverture d'un gymnase, évacuations, etc.), dans une sorte d'improvisation liés au manque de formation en gestion humanitaire, ce qui paraît compréhensible.

Des questions peuvent toutefois se poser sur ce manque de préparation. L'improvisation et la phase chaotique qui suit la catastrophe sont inévitables, mais il y a toujours une marge de progression pour réduire ces sentiments de perte de confiance envers les autorités ou d'impuissance des citoyens. Nous avons vu qu'aucun des acteurs de la réponse (local ou extérieur) n'avait été formé à la gestion de crise humanitaire classique, ni à des situations exceptionnellement dégradées, croyant ce cela n'arriverait jamais dans l'hexagone.

3.3.7. DES INSTITUTIONS QUI FAVORISENT LES DYNAMIQUES D'ENTRAIDE

Entre municipalité et habitants

Il y a eu une certaine complémentarité entre les habitants et les municipalités (et aussi les secours, et même l'armée), chacun apportant des compétences et des ressources spécifiques. Cette coopération permet d'améliorer la coordination des efforts, de mutualiser les ressources et d'apporter des solutions logistiques efficaces.

Les institutions peuvent par exemple faire bénéficier leur expertise locale à la population. Ainsi, on recense une **aide logistique**, par exemple avec les hélicoptères, ou une **aide de coordination** de la distribution des ressources alimentaires et humaines, par exemple en mettant à disposition des bâtiments publics.

La crise a aussi amené à l'émergence de structures d'aide plus institutionnelles comme l'ouverture du service de la publicité foncière (SPF) de Breil, Service fiscal et administratif anciennement appelé « conservation des hypothèques ». Il est en charge de l'enregistrement des actes liés aux transactions immobilières. Durant la crise, le SPF a eu un rôle d'**aide financière**, de support auprès d'associations émergentes et des initiatives d'entraide, grâce à un renforcement financier en mettant à disposition du matériel, en finançant des actions etc.

De même, on notera un **appui juridique** aux initiatives d'entraide citoyenne. Quand la commune aide les initiatives privées d'aide au collectif : par exemple à Granile, un petit hameau enclavé où habitaient beaucoup de retraités, un homme avec une pelleuse s'est proposé d'ouvrir une voie d'accès d'urgence, mais elle devait passer par le terrain d'un privé (résidence secondaire) avec qui il avait déjà un problème. L'homme a quand même fait la piste, et quand le propriétaire s'est plaint auprès de la commune, cette dernière a soutenu l'homme à la pelleuse. Ou encore le Maire qui peut également signer des décharges d'assurance pour débloquer une situation, par exemple une supérette qui hésite à donner à la population de peur de ne jamais être remboursée à cause d'un verrou d'assurance.

Dans les communes où les acteurs municipaux sont présents et actifs, il faut quelques jours avant que les citoyens ne tentent de se faire une place auprès des acteurs municipaux, le temps qu'ils

se concentrent d'abord sur leurs échelles personnelles. De cette convergence naît alors une entraide plus structurée (secondaire).

Dans les communes où les acteurs municipaux ont été absents ou inactifs, cette convergence entre aide et entraide n'a lieu que lorsque les secours externes arrivent.

Entre municipalité et associations

Avec la crise s'effacent certaines barrières placées entre la municipalité et des associations. Dans la Roya, l'aide informelle et l'entraide ont été si débordantes, les besoins si prégnants et les pratiques si proactives que l'aide conventionnelle n'a pas pu ou pas souhaité écartier ces dynamiques.

Au début, aide et entraide semblent coexister sur le territoire, et même si les deux mouvements ne semblent pas dialoguer (structurellement), certaines convergences apparaissent, brouillant ainsi la simple catégorisation aide (verticale) / entraide (horizontale).

Enfin, les acteurs municipaux sont des acteurs hybrides : ce sont des citoyens qui agissent et improvisent, mais avec une responsabilité et une légitimité (et un mandat augmenté) qui peut les faire devenir « aide » (verticalisé) auprès des citoyens. Ils ont choisi cette verticalité, et cela leur a aussi été reproché (ils essuient les critiques que des citoyens ont envers « le système »). En reprenant les mandats du pouvoir, ils sortent de cette horizontalité propre à l'entraide et reviennent dans un rapport plus vertical et structurant.



Quand il arrivait, après, il fallait faire charger l'hélicoptère au plus vite, donc il fallait être bien organisé sur ça. Il y avait beaucoup de choses et elle dispatchait les personnes qui étaient là pour tous les trucs qui étaient recensés sur son papier. Et ça, c'était une dame de la mairie. ”

3.3.8. DES INSTITUTIONS QUI FREINENT LES DYNAMIQUES D'ENTRAIDE

Les institutions organisant les secours peuvent influencer négativement l'entraide à cause de plusieurs facteurs.

Les effets « passifs » liés à la défiance : lorsque des politiciens ou groupes politiques extérieurs à la catastrophe suscitant une méfiance ou une défiance arrivent sur place, ils provoquent un rejet, ce qui peut freiner le sentiment de communauté, et donc la participation. Ce fut le cas, par exemple, lors de la visite du Chef de l'État, ou à la nomination du préfet dédié à la reconstruction.

La dépossession : dans les villages isolés, des habitants avaient pris l'habitude de passer quotidiennement à la Mairie pour contribuer aux travaux communs. Certains se sont fait éjecter de la gestion de crise au moment où les secours officiels sont parvenus à atteindre le village.

L'attitude du « cow boy » : pour les acteurs municipaux très impliqués dans la gestion de la crise dès le début, l'arrivée tardive des secours extérieurs a posé des difficultés en termes d'attitudes. Il a par exemple été reproché un manque de tact et de qualités humaines, un positionnement technocratique/descendant, peu de considération pour le travail déjà mis en place et pour l'investissement personnel fourni (émotionnel, temporel, etc.). Les secours qui arrivent « après la

guerre » ne partageant pas cette identité commune avec les personnes qui ont vécu la crise. Ils sont vus comme extérieurs, et même s'ils peuvent être attendus pour leurs compétences en matière de secours, ils ne possèdent pas cette légitimité naturelle de celui ou celle qui a vécu la catastrophe de l'intérieur. Ne faisant pas partie du groupe d'appartenance des rescapés, il leur faut d'autant plus faire preuve de tact.

En cela, la posture du « professionnel » détenteur de savoir, critique à l'égard des initiatives prises et manquant parfois de tact est très mal reçue par les personnes investies. Il y a comme une impression qu'elles ne savent pas « gérer » l'humain. Cette défiance peut être néfaste pour la suite des opérations.

Un leadership délétère : plusieurs cas de leadership défaillant ou toxique ont été reportés, comme celui d'un directeur des opérations qui dégage tous les bénévoles suite à un coup de sang, ou d'un autre directeur d'un établissement privé qui passe sous silence tous les actes courageux de l'un de ses employés pour les reprendre à son compte. Cela peut aussi être une mauvaise attitude vis-à-vis du pouvoir, comme un manque de compétence criant d'une équipe municipale et qui ne délègue pas malgré ses échecs bien visibles.

Une méfiance envers les associations : les autorités n'ont parfois pas confiance dans les associations citoyennes, à cause d'une histoire conflictuelle ou de luttes d'égos, et empêchent les financements ou les aides matérielles sous prétexte que l'argent y sera mal géré ou même détourné.

Les défauts de la bureaucratie : une lenteur des décisions, un manque d'anticipation, et un manque d'efficacité des actions officielles font partie des écueils bureaucratiques. Des règles bureaucratiques trop lourdes entravent l'embauche locale, empêchant les habitants affectés de bénéficier directement des aides. Un manque de continuité et de suivi dans les financements pour l'aide, peut mettre fin brutalement à certains efforts. Un manque de transparence et d'accès à l'information, peut provoquer des difficultés dans les démarches pour obtenir une aide financière.

Une mauvaise communication et un manque de coordination : une certaine confusion et un manque de directives officielles compliquent la gestion locale de la crise, tout comme des défaillances de planification de l'aide institutionnelle laissent les citoyens combler eux-mêmes les lacunes.

“ Enfin, les gens étaient largués, en fait. Personne ne savait où est-ce qu'ils pouvaient aller demander de l'aide, quelles étaient les aides possibles, qui est-ce qu'il fallait écouter, comment on allait reconstruire tout ça. En fait, pendant tout le temps des travaux, enfin, jusqu'à la fin des travaux, les informations, même sur les histoires de la route est coupée à telle heure, on pouvait passer à telle heure, etc., Il n'y avait rien de clair. Et les gens étaient largués, ça changeait tout le temps, les infos n'étaient pas claires, c'était contradictoire. Une fois c'était sur Facebook, une fois c'était nulle part. Et ça c'est vraiment un truc, je pense que les gens, que les personnes de la Vallée, ont vraiment mal vécu. C'est le manque de considération et de communication entre les pouvoirs publics. ”

3.3.9. DES RESCAPÉS QUI AIDENT LES INSTITUTIONS

Plusieurs témoignages montrent que les habitants ont aidé activement les institutions responsables des secours.

Cette aide a été **logistique et matérielle**. Les habitants, grâce à leur connaissance du terrain, ont guidé les secours, notamment vers les zones les plus touchées. D'autres ont prêté leurs véhicules (tracteurs, 4x4, bateaux) pour aider à déplacer des secours et du matériel dans les zones inaccessibles. Par exemple, un habitant a pris son quad et sa remorque pour aider les équipes télécoms à se déplacer.

Certains habitants ont fourni nourriture, eau et équipements de base aux secouristes qui manquaient parfois de ravitaillement.

“ Avant que les associations prennent le relais, on s'occupait de distribuer l'eau et la nourriture aussi aux secours. ”

D'autres ont hébergé temporairement des équipes de secours venues de l'extérieur.

De nombreux habitants se sont carrément mobilisés aux côtés des secouristes pour accélérer les interventions de déblaiement et d'accès aux victimes, ou d'évacuation des sinistrés dans les endroits les plus difficiles d'accès.

Certains habitants, disposant souvent d'un meilleur réseau de communication interne, ont aidé à fluidifier l'information. Ils ont pu servir de relais d'informations et de mise en relation des secours avec les habitants dans le besoin.

D'autres ont eu un rôle de médiation et de négociation avec les autorités. Ainsi, certains ont parfois poussé les autorités à intervenir dans certaines zones délaissées.

“ Les pompiers arrivaient, mais ils ne savaient pas où aller. Nous, on leur disait : 'Allez là, il y a des gens coincés', parce qu'on connaissait les chemins et les maisons. ”

3.3.10. LA QUESTION PRIMORDIALE DE LA RECONNAISSANCE

Les témoignages montrent une forte reconnaissance des habitants pour ceux qui ont participé activement à l'entraide. Les relations humaines et les amitiés créées dans l'adversité ont été soulignées. Cette reconnaissance « informelle » semble plus forte entre citoyens qu'avec les institutions officielles.

L'un des points les plus marquants et récurrents des témoignages est le **manque de reconnaissance par les autorités des efforts et du travail accompli par les citoyens**. C'est un

sujet sensible. Si certains témoignages mettent en avant une reconnaissance mutuelle entre habitants et bénévoles, d'autres dénoncent un manque de reconnaissance institutionnelle, et parfois une distribution inégale des récompenses officielles.

Malgré les efforts fournis par de nombreux bénévoles et travailleurs, plusieurs témoignages expriment un sentiment d'injustice concernant la manière dont la reconnaissance officielle a été distribuée, avec des médailles attribuées à des personnes éloignées du terrain et un manque de valorisation des efforts de certains acteurs clés. Ils soulignent un ressentiment face à la répartition jugée arbitraire des distinctions et récompenses officielles. Des groupes qui ont joué un rôle central dans la gestion de la crise estiment avoir été oubliés dans la reconnaissance officielle, et l'expriment avec une émotion palpable plus de trois ans après.

Les cérémonies commémoratives ont été perçues comme insuffisantes et trop formelles. Cette reconnaissance limitée, souvent perçue comme un simple geste protocolaire, a renforcé le sentiment d'injustice parmi ceux qui attendaient un véritable hommage aux efforts collectifs.

Certains bénévoles et acteurs locaux ont eu le sentiment d'avoir été abandonnés et de n'avoir pas eu assez de soutien sur le long terme. Le manque de reconnaissance institutionnelle des efforts locaux a aussi généré un sentiment de frustration, un certain découragement de certains bénévoles, ainsi que des tensions entre citoyens et institutions.

Toutes les personnes abordant ce sujet mentionnent qu'ils n'attendaient pas de reconnaissance particulière, et qu'ils ne s'engageaient pas pour cela, mais que le silence et l'absence de reconnaissance a été difficile à vivre, d'autant plus que leur situation personnelle était rendue difficile à cause de leur engagement.

Cette diversité des perceptions reflète les tensions et frustrations post-crise, notamment face aux enjeux de mémoire et de valorisation des efforts de chacun.

On a bossé comme des dingues, et au final, tu vois que les décisions sont prises ailleurs, sans nous. Ça donne pas envie de continuer. ”

Les gens qui étaient le plus impliqués, qui ont donné leur temps et leur énergie, ce sont eux qui sont les plus dégoûtés aujourd'hui. ”

Les agents de la commune, qui ont été les premiers sur le terrain... Ces personnes-là n'ont pas été ni invitées aux cérémonies, ni félicitées. ”

Ils ont sélectionné un nombre de personnes pour donner des médailles. Moi, je n'en ai pas eu, par exemple. Et il y a certaines personnes dans les services de gens qui ne sont pas venus une seule fois dans la Roya, qui ont eu les médailles. ”

Mais disons que c'est vrai que l'évènement, il était vraiment beaucoup trop formel. Il n'y a pas eu, après, de moments festifs. ”

3.3.11. LA PHASE DE RECONSTRUCTION : TENSIONS ENTRE CITOYENS ET INSTITUTIONS

Il y a d'abord une claire opposition entre deux visions de la reconstruction qui s'opposent depuis des années. D'une part une vision conservatrice (reconstruire à l'identique pour restaurer les activités économiques et sociales d'avant), et d'autre part une vision alternative (en profiter pour intégrer des mesures écologiques et un aménagement durable).

Il y a ensuite eu un manque de concertation réelle avec la population malgré des annonces de démocratie participative.

Pendant la longue phase de reconstruction, les divisions entre élus et citoyens ont également refait surface.

Enfin, des entreprises ont été engagées pour reconstruire, mais la reconstruction a souvent été perçue comme inefficace.

“

Ils ont promis au début un max de blé et ils ont fait croire finalement que les projets des citoyens allaient être retenus. Et finalement, à la fin, ils ont annoncé que les projets soutenus seront ceux qui correspondaient à ces trois axes.”



Image 4. © Droit réservés. Merci de contacter le Groupe URD pour les détails sur les droits (certaines photos ont été prises à l'époque par des sinistrés, qui ont été anonymisés pour l'étude).

Le cas de la Roya est intéressant car il montre une situation où des institutions de secours prêtes et performantes peuvent se faire surprendre par une crise exceptionnelle imprévue. Il n'y avait pas de plan, pas de préparation, pas de réserves civiles. Juste un territoire avec des gens débrouillards et assez autonomes totalement laissés à eux-mêmes.

Ce désastre a été traversé par des paradoxes.

Le moment chaotique et improvisé lié au caractère exceptionnel de la crise génère chez la population une défiance envers les autorités proportionnelles aux attentes de protection, et paradoxalement stimule les réactions d'entraide spontanée. Tout cela se fait en situation dégradée et dans l'improvisation, usant les liens et les bonnes volontés. Il y a un sentiment paradoxal de « c'était magnifique », mais « on aurait pu faire mieux ».

Après la sidération, les gens se sont mobilisés fortement. Les comportements d'entraide et d'aide extérieure de la population ont été massifs. Ils ont significativement contribué à la résilience du territoire et gagneraient à être intégrés dans l'écosystème de la réponse de crise.

L'enjeu est donc ici d'arriver à préparer les institutions et les populations à des événements exceptionnels. Ne pas le faire aggrave clairement la vulnérabilité du territoire et des populations, et met en danger la cohésion sociale.

→ UNE CRISE AUX MULTIPLES DIMENSIONS

La tempête Alex constitue une crise d'une ampleur exceptionnelle, tant sur le plan météorologique que dans ses conséquences humaines, sociales et politiques. Les services de secours, les administrations et les habitants des vallées des Alpes-Maritimes n'avaient jamais connu une tempête de cette ampleur, rendant donc difficile (mais pas impossible) l'anticipation et la mise en place de mesures de protection adéquates.

On peut donc en déduire que malgré la connaissance du changement climatique en cours, la population de cette région se sentait en relative sécurité.

Elle a mis en lumière les vulnérabilités structurelles d'un territoire enclavé, socialement fragilisé et insuffisamment préparé à un évènement climatique extrême. L'isolement complet de la vallée, la destruction des infrastructures essentielles et la sidération de la population témoignent de l'impréparation des institutions et de la brutalité de l'évènement.

Cette catastrophe a généré un fort sentiment d'abandon, amplifié par des difficultés de communication et une médiatisation inégale par rapport aux vallées voisines. Le caractère nocturne et silencieux de l'évènement a renforcé ce sentiment de rupture brutale. Toutefois, la crise a aussi révélé une forme de résilience locale, dans une vallée historiquement solidaire et déjà confrontée à des tensions sociales et politiques préexistantes.

L'évènement a agi comme un révélateur d'enjeux plus larges : crise écologique par la destruction d'écosystèmes, crise sociale par l'aggravation des inégalités, crise politique par la défiance vis-à-vis des institutions, et crise psychologique pour nombre d'habitants. La reconstruction s'est ensuite déroulée dans un climat de complexité et de tensions, révélant une opposition entre désir de retour à la normale et volonté de transformation profonde. La tempête Alex a révélé à la fois la résilience et la fragilité du territoire de la Roya. Elle a mis en lumière la nécessité d'une meilleure anticipation des catastrophes, d'une coordination plus efficace entre les acteurs de l'aide, et d'une réflexion approfondie sur la reconstruction et l'adaptation du territoire aux changements climatiques futurs.

La tempête Alex a ainsi été bien plus qu'une catastrophe naturelle : elle a redessiné le territoire et les relations humaines au sein de la vallée de la Roya, avec des effets encore perceptibles plusieurs années après.

➔ LES FORMES D'ENTRAIDE

Dans les heures qui ont suivi la tempête, une entraide immédiate, spontanée et décentralisée s'est mise en place entre habitants. Face à l'effondrement momentané des infrastructures et des services publics, l'entraide citoyenne s'est imposée comme un mécanisme de survie incontournable dans l'urgence. Les dynamiques d'entraide ont été particulièrement puissantes, notamment en raison du manque de préparation et d'anticipation d'une telle catastrophe.

Sans électricité, sans réseau et sans secours institutionnels, les sinistrés ont improvisé des solutions de survie à l'échelle locale. C'est dans cette phase qu'apparaît une entraide « primaire », faite de gestes simples, d'échanges directs, de secours improvisés, d'organisation de repas collectifs, de signalisation artisanale ou de chaînes humaines de nettoyage.

Rapidement, cette entraide s'est structurée. Des lieux de coordination ont émergé autour des mairies et des salles communales, et une entraide « secondaire » plus organisée s'est installée. Les habitants ont commencé à se spécialiser dans certaines tâches selon leurs compétences. Des collectifs se sont formés, mobilisant jeunes et moins jeunes autour de chantiers collectifs et de services essentiels, dans un esprit de solidarité et d'intérêt général, renforcé par l'arrivée de bénévoles extérieurs.

Enfin, cette dynamique d'entraide a parfois perduré bien au-delà de la crise grâce à la création de collectifs et d'associations, comme les Week-ends Solidaires ou les Mission Trekkeurs. Ces formes « tertiaires » d'entraide ont permis d'inscrire la solidarité dans la durée, tout en apportant des réponses concrètes aux défis de la reconstruction. Toutefois, cette continuité reste fragile,

confrontée à l'épuisement des bénévoles, à la normalisation et à des logiques institutionnelles peu enclines à reconnaître ces formes de mobilisation citoyenne.

L'entraide a-t-elle répondu efficacement à la crise ? À court terme, elle a été essentielle pour pallier les défaillances des secours et des institutions, mais elle a aussi révélé ses propres limites. L'auto-organisation a montré une grande adaptabilité, mais elle s'est aussi heurtée à des problèmes de gouvernance : manque de coordination, tensions internes et inégalités dans l'accès aux ressources. L'entraide a fonctionné en complément des dispositifs institutionnels mais n'a pas pu, à elle seule, compenser les lacunes des secours officiels. Si certaines formes de solidarité ont émergé spontanément, la crise a révélé un manque de préparation des acteurs institutionnels à organiser et canaliser ces efforts.

Quelles ont été les motivations ? L'entraide, perçue au départ comme une évidence morale et nécessaire, s'est révélée bien plus complexe dans ses motivations et dans ses formes. Si des valeurs de solidarité et d'attachement au territoire ont poussé de nombreux habitants et bénévoles extérieurs à s'investir, d'autres facteurs comme l'opportunité de s'intégrer dans une communauté, la recherche de reconnaissance sociale, voire l'influence des conflits politiques locaux, ont joué un rôle. Inversement, certains ont choisi de ne pas participer activement, par défiance vis-à-vis des formes d'organisation de l'aide, par sentiment d'injustice face aux distributions perçues comme inégales, ou tout simplement par incapacité à gérer un traumatisme trop récent.

➔ DYNAMIQUES D'ENTRAIDE : ENTRE RUPTURE ET PÉRENNISATION

Les dynamiques d'entraide post-catastrophe ont suivi une séquence identifiable : une phase de choc et de chaos organisée localement, une phase de spécialisation et de structuration, et, dans certains cas, une institutionnalisation durable. Ce cycle révèle la puissance et les limites de l'entraide comme réponse collective à une crise majeure. Son apparition est favorisée par la proximité, l'urgence, les liens préexistants, mais aussi par une certaine culture montagnarde de la débrouille et de la solidarité.

Cependant, ces dynamiques sont fragiles. L'essoufflement de l'élan solidaire est souvent lié à la diminution du sentiment d'urgence, à la reprise des logiques économiques classiques, aux conflits sociaux réactivés, et à l'absence de reconnaissance institutionnelle. La fatigue, les frustrations, et les inégalités perçues dans la répartition de l'aide ont freiné cet élan. L'après-crise a vu renaître des divisions et une forme de retour à la normale, parfois vécu comme une trahison de l'élan initial.

Néanmoins, certains facteurs ont permis de pérenniser l'entraide : la structuration en association, la reconnaissance mutuelle entre pairs, l'adaptation des collectifs à d'autres terrains ou enjeux, et la volonté de transformer l'expérience vécue en action durable. Ces prolongements montrent qu'une crise peut non seulement générer des élans de solidarité puissants, mais aussi poser les bases de nouvelles formes de coopération à long terme, à condition d'un soutien adapté.

Ainsi, la tempête Alex a révélé à la fois la force et les limites des dynamiques d'entraide citoyenne. Si elles ont permis de pallier l'urgence et de répondre aux besoins immédiats, leur déclin progressif met en lumière la nécessité d'une meilleure structuration et d'un ancrage durable dans les dispositifs de gestion de crise, afin d'assurer une solidarité efficace et continue face aux catastrophes futures.

➔ INTERACTIONS ENTRE ENTRAIDE CITOYENNE ET AIDE INSTITUTIONNELLE

La tempête Alex a provoqué une mobilisation sans précédent de la société civile extérieure. L'afflux massif de dons et de bénévoles a démontré la puissance d'une solidarité spontanée, mais a également posé d'importants défis de coordination. La vallée a été submergée par une aide parfois mal ciblée, difficile à gérer et à distribuer. Ce déséquilibre entre volume d'aide et capacité de gestion a engendré tensions et conflits.

Les institutions locales ont réagi avec pragmatisme, improvisant des solutions logistiques et collaborant avec les citoyens. Cette collaboration a montré des exemples de complémentarité réussie, en particulier quand les élus étaient eux-mêmes ancrés localement. Cependant, l'arrivée de secours extérieurs plus organisés a parfois été perçue comme une dépossession par les acteurs locaux, générant frustration et sentiment d'injustice. L'aide institutionnelle a aussi été critiquée pour sa lenteur, son manque de coordination et de concertation, et la complexité bureaucratique des dispositifs.

En définitive, l'entraide citoyenne et l'aide institutionnelle ont cohabité dans un rapport ambivalent, à la fois nécessaire et conflictuel. Si des coopérations fructueuses ont pu émerger, des résistances mutuelles ont parfois freiné l'efficacité des interventions. Cette situation interroge sur les conditions d'une meilleure articulation entre ces deux formes d'aide, afin que chacune puisse jouer pleinement son rôle dans des situations de crise future.

Ce cas d'étude met en lumière une double leçon : d'une part, la nécessité absolue de reconnaître et d'intégrer les dynamiques d'entraide citoyennes dans la réponse aux crises ; d'autre part, l'importance d'une meilleure préparation institutionnelle à des événements exceptionnels. Plus largement, il souligne que la résilience d'un territoire ne dépend pas uniquement de ses infrastructures, mais aussi de ses liens sociaux et de sa capacité collective à faire face, ensemble, à l'inattendu.

Ces recommandations visent à renforcer la résilience des populations face aux crises futures en s'appuyant sur une meilleure coordination entre citoyens, bénévoles, services de secours et autorités. L'expérience de la tempête Alex a montré que **l'implication des personnes non-professionnelle des secours (entraidants et des aidants extérieurs) est essentielle, mais qu'elle doit être anticipée, encadrée et valorisée pour maximiser son efficacité.**

Nous soulignons la nécessité d'**améliorer la culture du risque**, en incluant des situations imprévues, ainsi que la nécessité d'**améliorer l'articulation entre professionnels et non-professionnels des secours.**

Nous posons aussi un **principe de reconstruction** : inclure les enjeux stratégiques à long terme, notamment l'adaptation aux nouveaux risques systémiques globaux (dont le climat). Nous recommandons donc un "build back safer" (reconstruire de manière plus sûre).

➔ RECOMMANDATIONS pour les personnes sur place (futurs sinistrés)

MISER SUR LES LIENS SOCIAUX

Avant la crise

- Identifier collectivement les personnes vulnérables (personnes âgées, isolées, en situation de handicap) et les lieux à risque (habitations en fond de vallée, voies d'accès sensibles).
- Stocker en commun du matériel de première nécessité (alimentation, eau, gazinières, lampes, piles, outils, radios), en documentant précisément leur emplacement.
- Établir un système d'alerte et de veille à l'échelle du quartier ou du village (ex. : groupes de messagerie, référents locaux).
- Cultiver des liens de confiance avec ses voisins et avec les autorités locales : l'entraide naît de la proximité relationnelle préexistante.
- Connaître les procédures d'alerte officielles.

Pendant la crise

- Organiser l'entraide localement sans attendre les secours : prioriser les urgences vitales et les besoins élémentaires.
- Éviter l'épuisement des bénévoles. L'élan initial d'entraide peut s'essouffler avec la fatigue et les tensions. Mettre en place des relais et rotations entre volontaires permet d'éviter un effondrement de la mobilisation.
- Prévenir les tensions internes. Les désaccords entre habitants (sur les priorités, les ressources) ont ralenti l'entraide. Une communication claire et collective permet de mieux répartir les efforts et d'éviter les conflits.
- Valoriser et documenter les actions menées. Le manque de reconnaissance officielle a frustré de nombreux bénévoles. Tenir une trace des efforts (listes, témoignages, rapports) permet de les faire reconnaître a posteriori.
- S'appuyer sur les associations locales. Une coordination avec des associations ayant de l'expérience en gestion de crise aide à structurer l'entraide et à éviter l'éparpillement des efforts.

Après la crise

- Participer à des retours d'expérience et à l'évaluation des besoins collectifs et des solutions possibles à court et moyen terme.
- S'engager dans les collectifs émergents pour ne pas laisser retomber l'élan d'entraide.
- Témoigner, archiver et transmettre : les récits vécus sont essentiels à la mémoire collective et à la préparation future.

➔ RECOMMANDATIONS

pour les personnes venant aider de l'extérieur

NE PAS GÊNER

Avant la crise

- Se former aux bases de la coopération en contexte de crise (écoute, humilité, gestion des émotions, connaissance des biais d'intervention).
- Nouer des liens avec des structures locales ou préparer des formes de veille solidaire (groupes d'action, plateformes de soutien).
- S'informer avant d'intervenir. Avant de se rendre sur le terrain, il est crucial de prendre contact avec les autorités locales pour connaître la situation et les besoins précis. Cette démarche permet d'éviter les interventions inadaptées ou redondantes.
- Suivre des formations spécifiques à l'intervention en situation de crise. Comme pour les citoyens futurs sinistrés (tout le monde est potentiellement futur sinistré), les volontaires doivent se préparer aux risques et aux protocoles en vigueur dans les zones sinistrées afin d'assurer leur sécurité et celle des personnes aidées.

Pendant la crise

- S'intégrer aux dynamiques locales existantes avant d'agir : l'efficacité dépend de l'écoute et de la coordination avec les habitants.
- Se rendre utile selon les besoins exprimés localement, et non selon ses propres projections.
- Ne pas consommer plus de ressources qu'on n'en apporte : prévoir son propre hébergement, nourriture, matériel.
- Anticiper la durée de l'engagement : Un afflux massif de bénévoles au début, suivi d'un abandon progressif, a fragilisé la reconstruction. Répartir les efforts dans le temps assure une continuité du soutien. Venir pour un jour ou deux est une aide appréciable, mais la reconstruction demande du temps. Privilégier une aide planifiée, adaptée aux besoins et, si possible, prolongée dans le temps.
- Respecter les besoins exprimés par les sinistrés : Il est important de ne pas imposer des solutions ou d'adopter une posture de sauveur. Une aide imposée sans concertation avec les habitants peut être mal perçue. Certaines aides inadaptées (dons inutiles, surabondance de vivres) ont encombré la logistique. Se renseigner sur ce qui manque réellement évite le gaspillage de ressources.

Après la crise

- Soutenir les dynamiques de reconstruction à distance si nécessaire : levées de fonds, diffusion d'informations, appui technique.

➔ RECOMMANDATIONS

pour les services de secours et de gestion de crise

ARTICULER LA RÉPONSE AVEC L'ENTRAIDE ÉMERGENTE

Avant la crise

- Intégrer la connaissance des dynamiques d'entraide citoyenne aux formations des agents et responsables.
- Développer des exercices de crise réguliers. Simuler des catastrophes permet aux équipes d'être mieux préparées et aux citoyens de comprendre les bons réflexes à adopter.
- Inclure les collectifs associatifs et citoyens dans les exercices de simulation de crise.
- Cartographier les réseaux locaux (humains, associatifs, logistiques) susceptibles de se mobiliser en situation d'urgence.
- Nommer des référents entre services de secours et citoyens. Un point de contact unique permet d'optimiser la mobilisation.

Pendant la crise

- Valoriser les initiatives locales dès leur apparition en les soutenant matériellement et symboliquement.
- Éviter toute prise de pouvoir brutale ou désolidarisée des dynamiques en place : privilégier une posture de facilitation.
- Créer des cellules de coordination mixtes (agents – habitants – élus – bénévoles) pour ajuster les priorités.
- Faciliter l'accès des bénévoles aux ressources essentielles. Dans certains cas, les citoyens engagés n'ont pas pu accéder à des outils ou matériaux nécessaires. Prévoir des centres de prêt ou de distribution améliore leur efficacité.

Après la crise

- Participer aux bilans collectifs, co-évaluer les actions, et en tirer des enseignements opérationnels pour la suite.
- Soutenir la structuration des collectifs d'entraide en leur offrant des ressources, des locaux, ou un cadre juridique souple.

➔ RECOMMANDATIONS

pour les autorités sur place (mairies, administrations)

ANTICIPER ET STRUCTURER L'ENTRAIDE POUR ÉVITER LES TENSIONS

Avant la crise

- Créer un registre vivant des compétences locales, des lieux de repli, des stocks matériels accessibles en cas d'urgence.
- Identifier en amont les personnes isolées, âgées ou en difficulté permet de leur fournir une aide prioritaire et adaptée en cas de catastrophe.
- Instaurer un protocole d'activation citoyenne en cas de rupture majeure : groupes d'action, cellules de coordination. Former en amont des groupes de citoyens et de personnels municipaux capables de gérer l'urgence (communication, logistique, aide aux sinistrés) permet d'être plus réactif. Désigner des référents municipaux pour coordonner l'aide dès le début permet une gestion plus fluide.
- Ouvrir des espaces de dialogue inter-villages pour dépasser les clivages et bâtir une mémoire commune des risques.
- Faire connaître le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et organiser des exercices grandeur nature impliquant la population. La résilience et les liens

communautaires se construisent par la pratique collective. Le jeu est la meilleure manière d'apprendre.

- Faciliter les circuits d'approvisionnement en biens essentiels. Prévoir des stocks de nourriture, d'eau et de carburant, et organiser en amont des accords avec des entreprises et des associations locales pour la distribution rapide d'aide matérielle.

Pendant la crise

- Mobiliser les agents communaux en tant que facilitateurs, y compris en dehors de leur fiche de poste habituelle.
- Reconnaître et intégrer les initiatives spontanées dans les dispositifs municipaux dès que possible.
- Déléguer certaines fonctions opérationnelles à des collectifs citoyens, avec une validation éthique et logistique.
- Mettre en place des canaux de communication fiables (communiqués, plateformes numériques, réunions publiques, affichage, plateforme en ligne, points de rencontre) est essentiel pour informer rapidement la population et recevoir leurs retours.
- Prévoir des dispositifs pour gérer l'afflux des aidants extérieurs. Organiser des points d'accueil et de coordination spécifiques pour les volontaires permet de vérifier leurs compétences et de les orienter efficacement.

Après la crise

- Coconstruire les plans de reconstruction avec les habitants, en valorisant les visions alternatives et les projets émergents.
- Instaurer une culture du remerciement public et de la célébration (parole, cérémonie, médias locaux) à l'égard des entraidents et aidants.
- Évaluer régulièrement la qualité du lien avec la population, notamment sur les questions de transparence et de reconnaissance.
- Soutenir des associations locales et des structures collaboratives permet de maintenir une dynamique solidaire durable.

➔ RECOMMANDATIONS

pour les autorités extra-locales

INTÉGRER L'ENTRAIDE CITOYENNE DANS LA GESTION DES CRISES

Avant la crise

- Intégrer officiellement l'entraide citoyenne dans les politiques publiques de gestion de crise et de résilience territoriale. Renforcer la formation des populations au rôle de l'entraide en crise. Sensibiliser les citoyens en amont (écoles, entreprises, formations) permettrait de généraliser des réflexes d'entraide et de résilience collective en cas de catastrophe.

- Financer des formations de base à la gestion citoyenne de crise dans les territoires vulnérables.
- Mettre en place des fonds d'urgence accessibles aux collectifs informels ou aux petites communes sans blocage administratif.
- Créer un cadre officiel pour l'entraide citoyenne. Instituer un statut pour les bénévoles de crise permettrait d'intégrer cette énergie au dispositif officiel.
- Investir dans l'adaptation des infrastructures, le reboisement des berges, la gestion des lits des rivières et l'aménagement des zones inondables peut limiter l'impact des futures catastrophes.
- Améliorer la coordination interservices. Les retours d'expérience montrent que les lenteurs bureaucratiques et la superposition des niveaux de décision ont entravé l'action sur le terrain. Un dispositif de coordination unique pourrait fluidifier la gestion de crise.
- Soutenir les mairies dans la structuration de l'entraide. Les petites communes n'ont pas toujours les moyens de coordonner une crise de grande ampleur. Fournir des outils et des formations aux élus et agents municipaux permettrait une meilleure gestion.

Pendant la crise

- Déployer une aide rapide et flexible. Une aide adaptée aux besoins réels, sans lourdeur administrative excessive, permet une meilleure efficacité. Un système de gestion des urgences plus souple éviterait certains blocages.
- Éviter la surmédiatisation centralisée des actions étatiques au détriment des initiatives locales.
- Coordonner l'aide institutionnelle avec les mairies tout en respectant leur autonomie de gestion de proximité.

Après la crise

- Mettre en œuvre un dispositif national de reconnaissance des dynamiques citoyennes post-crise (médaille, fonds, soutien logistique).
- Réformer les procédures de financement pour en faciliter l'accès aux acteurs locaux, associatifs ou non.
- Garantir une mémoire nationale des enseignements tirés de la crise, en y incluant les récits citoyens et les analyses locales.
- Soutenir financièrement les communes sinistrées sur le long terme : l'après-crise est souvent négligé. Accorder des financements pérennes pour la reconstruction et la relance économique évite l'abandon des territoires touchés

TYPES D'ENTRAIDE

Voici une classification des différentes formes d'entraide qui ont émergé après la tempête Alex dans la vallée de la Roya :

Entraide alimentaire et gestion des ressources

- Mise en commun des congélateurs et des cuisines pour éviter le gaspillage (restaurants et particuliers).
- Distribution gratuite des stocks alimentaires périssables (Carrefour de Breil, boucherie, boulangerie, superette).
- Organisation de repas collectifs et improvisation de cantines d'urgence (jusqu'à 900 repas par jour).
- Mise en place de chaînes alimentaires pour redistribuer les denrées (banque alimentaire, dons en nature entre habitants).
- Création de circuits de récupération et redistribution des surplus alimentaires.
- Organisation d'un système de troc (exemple : coca contre essence, légumes contre matériel).
- Récolte et culture de produits locaux pour assurer une autosuffisance alimentaire minimale (ex. récolte de pommes de terre, plantations communautaires).
- Installation de systèmes artisanaux pour capter et distribuer l'eau (sources locales, filtrage improvisé).
- Distribution d'eau potable via des cuves installées par des habitants et ravitaillement par bidons.
- Récolte et distribution de bois pour le chauffage des habitants privés d'électricité.
- Mutualisation des bouteilles de gaz et organisation de cuissons collectives entre voisins.

Hébergement et accueil des sinistrés et bénévoles

- Relogement temporaire des sinistrés par des particuliers (familles accueillant des proches et voisins).
- Hébergement bienveillant des bénévoles chez des habitants, parfois pour plusieurs mois.
- Mise à disposition de maisons ou locaux par des particuliers (exemple : un client d'une agence immobilière qui propose de loger dans une maison en vente).
- Mobilisation de réseaux de solidarité pour identifier des lieux d'hébergement d'urgence.
- Utilisation de gymnases, gares et salles municipales comme centres d'hébergement provisoires.

- Organisation d'un roulement d'accueil pour gérer les flux de bénévoles et éviter la surcharge dans certaines zones.

Secours aux personnes

- Sauvetage de personnes prises dans des coulées de boue, souvent par des habitants eux-mêmes.
- Signalement des besoins urgents aux secours officiels et répartition des ressources en fonction des priorités.
- Secours et soins aux animaux pris au piège (chèvres, cochons, animaux domestiques abandonnés ou blessés).
- Recueil d'information chez les personnes isolées (passage de bénévoles) dans les 3 premiers jours.

Nettoyage et reconstruction

- Déblaiement des rues et maisons avec des chaînes humaines pour évacuer la boue et les gravats.
- Réparation et réhabilitation des infrastructures locales (ponts, chemins, réseaux d'eau et d'électricité).
- Collecte et gestion des déchets en l'absence de service de ramassage opérationnel.
- Participation massive à des chantiers collectifs pour réparer des maisons et des infrastructures communautaires.
- Construction improvisée d'un pont en bois pour désenclaver des villages isolés.
- Mise en place de composts communautaires (utilisation des déchets organiques pour l'agriculture locale et l'élevage).
- Réhabilitation progressive de l'environnement naturel par l'évacuation des débris végétaux et la replantation.

Transport et logistique

- Utilisation du train encore fonctionnel et de draisines pour acheminer des secours et des vivres.
- Organisation de navettes pour assurer l'accès aux soins médicaux (infirmières, médecins volontaires).
- Déploiement de véhicules tout-terrain (quads, motos, 4x4) pour assurer les déplacements et la distribution des denrées.
- Organisation de convois et de trajets pour relier les différentes zones sinistrées et transporter du matériel.
- Création de passerelles, chemins ou pistes alternatives pour contourner les routes détruites.
- Obtention et distribution de vélos électriques pour faciliter les déplacements en cas d'isolement prolongé.
- Coordination avec des entreprises et agriculteurs locaux pour mobiliser des engins de chantier et des camions.

Communication et coordination

- Transmission d'informations par bouche-à-oreille et talkies-walkies en raison de l'absence de réseau téléphonique.

- Mise en place de talkies-walkies et de signaux improvisés pour assurer la communication en l'absence de réseau téléphonique.
- Organisation de réunions de village pour identifier les besoins prioritaires et répartir les ressources.
- Création de listes des ressources disponibles et des besoins urgents pour faciliter la répartition de l'aide.
- Mise en place d'un centre de tri et de distribution des dons pour éviter les surplus inutiles.
- Utilisation des réseaux sociaux pour coordonner l'entraide et alerter sur les urgences spécifiques.
- Mobilisation des journalistes et contacts médiatiques pour donner de la visibilité à la catastrophe et attirer du soutien.
- Création d'applications et de groupes WhatsApp pour optimiser la logistique des bénévoles.

Solidarité et liens sociaux

- Soins et soutien psychologiques entre sinistrés, soutien mutuel face au choc émotionnel.
- Soins et soutien psychologiques aux aidants.
- Soins et soutien psychologiques avec des pro (une psychologue proposant des consultations gratuites).
- Visites régulières des maisons isolées pour vérifier l'état des habitants et leur apporter du soutien.
- Assistance aux personnes âgées et isolées en assurant une présence et un suivi quotidien.
- Partage et organisation de moments de convivialité à travers des repas collectifs et des actions communes.
- Mise en place d'activités éducatives et créatives pour les enfants (écoles alternatives, ateliers).
- Initiatives artistiques et culturelles pour exprimer et partager le vécu de la catastrophe (expositions, concerts solidaires).

DÉGÂTS DE LA TEMPÊTE

« ALEX »

On recense³⁹ :

- 10 morts, 18 disparus, 13 000 sinistrés, et plus d'un 1 milliard d'euros de dégâts.
- 400 logements ont été détruits et 480 bâtiments ont été endommagés à des degrés divers.
- 70 communes ont été classées en catastrophe naturelle dans le département des Alpes-Maritimes. Les destructions de très nombreux tronçons de voies de communication ont isolé la vallée et ses habitants pendant plusieurs mois après l'évènement.
- 21 ponts détruits, auxquels s'ajoutent 35 km de routes endommagées, ainsi que des tronçons de la voie ferrée.
- En raison d'éboulements au col de Tende, coupure de la liaison routière avec l'Italie au Nord.

³⁹ Fouache, E., Marchiel, A., Rabaute, A., Desruelles, S., Gorini, C., Bianchi, N., Kerverdo, R. & Lafuerza, S. (2023). Conséquences de la crue extrême du 2 octobre 2020 dans la vallée de la Roya (Alpes Maritimes) sur les réseaux de transport et de communication : leçons pour la reconstruction. *Flux*, 132, 98-114.

- Les réseaux électriques et de fibre optique, enterrés suivant ces tracés, ont également été interrompus.
- Deux cimetières situés dans les hauteurs ont également été emportés, se déversant dans le lit de la Roya.

LES DIFFÉRENTS ACTEURS IMPLIQUÉS

Habitants et sinistrés (entraidants)

Les habitants ont réagi spontanément, en développant des formes d'entraide locale dans un contexte de chaos et d'absence de coordination institutionnelle. Par le bouche-à-oreille, l'aide aux voisins ou des initiatives improvisées, ils ont assuré les premiers secours et les besoins essentiels. Certain-es se sont révélé-es comme des leaders informels. Toutefois, des tensions sont apparues autour de la reconnaissance des efforts et de la distribution de l'aide, parfois perçue comme inéquitable.

Bénévoles et réseaux de solidarité (aidants spontanés)

De nombreuses personnes venues de l'extérieur se sont mobilisées de façon spontanée pour venir en aide à la population. Les réseaux sociaux ont fortement facilité leur arrivée et leur coordination. Certaines de ces initiatives, bien que non institutionnelles, ont parfois démontré une capacité organisationnelle remarquable, parfois jugée supérieure à celle de certaines structures officielles.

Associations humanitaires et ONG (aidants organisés)

Plusieurs associations nationales et locales (Emmaüs Roya, Secours Populaire, Pompiers Humanitaires 06...) ont joué un rôle structurant, apportant un appui logistique, matériel et parfois financier. Leur présence antérieure dans la vallée ou leur capacité d'adaptation leur a permis d'agir efficacement. Néanmoins, certaines ont exprimé un sentiment de mise à l'écart ou de faible reconnaissance de la part des institutions locales.

Mairies et élus locaux (hybrides : aidants / entraidants)

Les mairies ont occupé une position centrale dans l'organisation de la réponse à la crise, via l'ouverture de cellules de crise, la mise à disposition de lieux d'accueil et la coordination des ressources. Certains élus ont assumé des rôles opérationnels inattendus, au plus proche du terrain. Leur posture vis-à-vis des initiatives citoyennes a cependant parfois été ambivalente, entre soutien ponctuel, tentatives de contrôle et absence de reconnaissance explicite de l'entraide non institutionnelle.

Forces de secours et services de l'État (secours institutionnels)

Les pompiers, gendarmes, services de la sécurité civile et autres services de l'État ont agi dès que possible, malgré l'isolement initial de la vallée. Ils ont assuré les urgences vitales, sécurisé les accès

et contribué à la remise en route des infrastructures. Leur coordination avec les autorités locales a parfois été complexe, en raison de l'ampleur de la crise et du manque d'interopérabilité des dispositifs.

Médias et communication

Les médias ont joué un rôle crucial dans la visibilité de la catastrophe et dans la mobilisation de l'aide extérieure. Dans un premier temps, l'absence de journalistes sur le terrain a laissé place à une auto-médiatisation citoyenne, notamment via les réseaux sociaux. Le traitement inégal entre vallées sinistrées a nourri un sentiment d'injustice dans la Roya, renforçant la perception d'abandon.

État et administration centrale

L'intervention de l'administration centrale a été perçue par certains comme tardive et mal coordonnée. Certains représentants désignés (préfet, référents) semblaient peu familiers des logiques de terrain ou des dynamiques locales d'entraide. La centralisation des décisions a parfois été en décalage avec les initiatives locales, suscitant des tensions autour des choix de reconstruction, des financements et de la reconnaissance des acteurs engagés.

BIBLIOGRAPHIE

Aldrich D.P. (2019) *Black wave: How networks and governance shaped Japan's 3/11 disasters*. University of Chicago Press.

Clarke, L. (2002). Panic: Myth or Reality? *Contexts*, 1(3), 21-2

Debackere C., Migeon A., (2021), *Manuel pour comprendre la vallée de la Roya post-tempête Alex. Le journal du débord, Vol. 1. et Vol 2.* Emmaüs Roya et Fondation Abbé Pierre, disponible sur anoukmigeon.com.

Drury, J. (2018). *The role of social identity processes in mass emergency behaviour: An integrative review. European review of social psychology*, 29(1), 38-81.

Drury, J., Cocking, C., & Reicher, S. (2006). Every man for himself-or for the group? How crowd solidarity can arise in an emergency: An interview study of disaster survivors. In *Group and Intergroup Relations Pre-Conference*, Society for Personality and Social Psychology 7th Annual Meeting.

Drury, J., et al. (2009). Everyone for themselves? A comparative study of crowd solidarity among emergency survivors. *British Journal of Social Psychology*, 48(3), 487-507.

Drury, J., et al. (2009). Cooperation versus competition in a mass emergency evacuation : A new laboratory simulation and a new theoretical model. *Behavior Research Methods*, 41(3), 957-970.

Falco, H. (2023). *Mission sur la modernisation de la sécurité civile et la protection contre les risques majeurs. Pour des territoires plus résilients* (60 p.). Disponible sur <https://documentation.insp.gouv.fr>

Fondation Jean-Jaurès (2023). « *Catastrophes climatiques et résilience territoriale. Les vallées des Alpes-Maritimes après la tempête Alex* ». Disponible sur www.jean-jaures.org

Fouache, E., et al. (2023). Conséquences de la crue extrême du 2 octobre 2020 dans la vallée de la Roya (Alpes Maritimes) sur les réseaux de transport et de communication : leçons pour la reconstruction. *Flux*, 132, 98-114.

Grünewald F., (2020) Évaluation en temps réel de la réponse à la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes. Mission n°1 du 15 et 16 octobre 2020, *Groupe URD*, disponible sur www.urd.org

Grünewald F., (2021) Évaluation en temps réel de la réponse aux inondations du 4 octobre 2020 dans les Alpes-Maritimes. Mission n°2 du 2 au 6 décembre 2020, *Groupe URD*, disponible sur www.urd.org

Nesse, S. (2022). The emergence of collective leadership during a terrorist attack: Dynamic role boundary transgressions as central in aligning efforts. *Journal of Leadership & Organizational Studies*, 29(4), 461-485.

Ortiz Haro, D. (2023), Gestion de crise et intégration des populations : l'élan solidaire qui perdure suite à la tempête Alex, in *Risques Infos #46*, 12/2023, Institut des risques majeurs, Grenoble, France, p.36-38

Rais Assa C. et al. Risques climatiques, réseaux et interdépendances : le temps d'agir. La note d'analyse de France Stratégie 108.3 (2022) : 1-12.

Servigne P. & Chapelle G. (2017) *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, LLL.

Solnit, R. (2023). *Un paradis en enfer*. Éditions de l'olivier.

COLLECTION « L'ENTRAIDE EN TEMPS DE CRISE » :

ÉTUDE DE CAS FRANCE :

La fabrique des solidarités à Briançon : mécanismes émergents d'aide et d'entraide à la frontière franco-italienne.

ÉTUDE DE CAS FRANCE :

Les mobilisations citoyennes face aux épisodes cycloniques à La Réunion.

ÉTUDE DE CAS FRANCE :

Émergence et devenir des dynamiques solidaires (aide et entraide) dans la vallée de la Roya, post-tempête Alex.

ÉTUDE DE CAS AUSTRALIE :

Comment l'entraide a renforcé la résilience communautaire du Greater Uki, 2019-2022.

ÉTUDE DE CAS TCHAD :

« On ne peut pas rester les bras croisés » : pratiques ambivalentes de l'(entraide) lors des inondations de 2022 à N'Djamena.

ÉTUDE DE CAS UKRAINE :

Survivre dans une zone de guerre : l'entraide, la solidarité locale et au-delà.

Entr'Aide Crises

Groupe URD

La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
Tel : + 33 (0)4 75 28 29 35
www.urd.org

Contact : entraide@urd.org

Pour plus d'informations sur le projet :

www.urd.org/fr/projet/soutenir-lentraide-en-temps-de-crise-projet-entraide-2

Crédits photos : ©Groupe URD. Tous droits réservés.

